UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Evolution socio-démographique de la commune Gitanga (1979-2002)

Bukuru, Augustin; Sous la Direction de : Prof Déo Nsavyimana

2005
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1487

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE

EVOLUTION SOCIO-DEMOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE GITANGA (1979-2002)

Par

Augustin BUKURU

Sous la direction de :

Professeur Déo NSAVYIMANA

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du diplôme de licence en Histoire

Option : Science politique

Bujumbura, Janvier 2005

DEDICACE.

A mon regretté père ;

A ma mère ;

A mes frères et sœurs ;

A tous ceux qui me sont chers ;

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS.

Au terme du présent travail, il nous est agréable d'adresser nos sincères remerciements à tous ceux qui, de près ou de loin ont contribué à son aboutissement.

Notre profonde reconnaissance est adressée d'abord à tous les professeurs du département d'histoire qui ont assuré notre formation tant académique que morale.

Notre profonde gratitude va en particulier au professeur Déo NSAVYIMANA qui, malgré ses multiples occupations académiques a accepté la direction de ce travail.

Enfin, et c'est par là que nous devrions commencer : que nos parents, nos frères et sœurs, nos voisins du village et nos amis trouvent dans ce travail la récompense des encouragements, attachements, soutien et sympathie dont ils nous ont témoigné durant les durs moments de la vie.

Aux uns et aux autres, nous disons « Grand merci ».

Augustin BUKURU.

SIGLES ET ABREVIATIONS.

1. U.B. : Université du Burundi
2. F.S.E.S. : Faculté des sciences économiques et sociales
3. C.E.A. : Commission économique pour l'Afrique
4. CURDES : Centre universitaire de recherche pour le développement économique et sociale.
5. R.M. : Rapport de masculinité
6. B.O.B. : Bulletin officiel du Burundi
7. I.M.C. : International medical corps
8. I.R.C. : International rescue committee
9. CEPBU : Communauté des églises de pentecôte du Burundi
10. LVIA : Lay volunteers international association
11. ADRA : Agence adventiste d'aide et de développement
12. T : Tableau
13. G : Garçon
14. F : Fille
15. D.L. : Décret-loi
16. O.N.G. : Organisation non gouvernementale
17. T.B.M. : Taux brut de mortalité
18. T.B.N. : Taux brut de nuptialité
19. T.B.N. : Taux brut de natalité
20. D.I. : Décret intérimaire
21. Ord : Ordonnance
22. ISABU : Institut des sciences agronomiques du Burundi
23. A.L. : Arrêté-loi
24. A.R. : Arrêté-royal
25. FIG : Figure

IV. TABLE DES MATIERES.

DEDICACE.....i

REMERCIEMENTS.....ii

SIGLES ET ABREVIATIONS iii

TABLE DESMATIERES iv

0. INTRODUCTION GENERALE 1

0.1. Choix et intérêt du sujet 1

0.2. Hypothèses de travail 2

0.3. Délimitation chronologique et spatiale 2

* Cadre spatial 2

* Cadre temporel 2

0.4. Méthodologie..... 3

0.5. Critiques des sources utilisées..... 3

0.6. Les grandes articulations..... 4

CHAPITRE I : CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA COMMUNE GITANGA..... 5

I.1.Situation géographique.....5

I.2.Situation historique.....5

I.3.Découpage administratif.....6

I.4.Répartition en régions naturelles.....10

I.5.Caractéristiques physiques 11

I.5.1. Le relief.....11

a) La zone montagneuse..... 11

b) La zone d'escarpement..... 11

c) La zone déprimée..... 12

I.5.2. L'hydrographie.....12

I.5.3. Le climat..... 12

CHAPITRE II : LES ASPECTS DEMOGRAPHIQUES..... 14

II.1 Coup d'œil rétrospectif sur l'histoire du peuplement 14

II.2 Effectifs, densités et répartition spatiale de la population d'après les recensements de la population.1979 et 1990...15

II.2.1. Evolution des effectifs..... 15

II.2.2. Densité et répartition spatiale de la population.....18

II.2.3. L'impact de l'altitude sur la croissance de la population 19

a) Colline de la zone haute.....19

b) Zone d'escarpement.....20

c) Zone déprimée..... 20

II.2.4. Mouvement de la population dans le temps.....23

II.2.5. La structure de la population par tranche d'âge et sexe 25

a) Quelques exemples illustratifs.....25

b) Composition de la population par âge..... 27

c) Une composition démographique déséquilibrée..... 27

d) Commentaire de la pyramide des âges..... 28

e) Notion de population active..... 29

f) Composition par catégorie socio-professionnelle.....29

g) Commentaire du tableau n° 10..... 31

II.3. La dynamique interne de la population..... 31

II.3.1. La fécondité.....31

a) Les motivations culturelles.....32

b) Les motivations socio-économiques.....33

c) Le service de maternité du centre de santé de GITANGA.....33

II.3.2. La nuptialité.....35
a) L'âge au mariage..... 37
b) Les écarts d'âge entre époux.....37
c) Les variations saisonnières des mariages.....37
d) La mortalité.....38
II.4. La dynamique externe de la population.....39
II.4.1. La migration..... 39
II.5. Les préférences relatives à la dimension de famille.....42
II.5.1. Résultats d'enquête sur terrain..... 42
a) L'information sur l'explosion démographique..... 42
b) Connaissance et pratique de la contraception par les femmes.....43
CHAPITRE III : LES ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES..... 45
III.1. Les aspects sociaux..... 45
III.1.1 Les infrastructures scolaires.....45
a) Situation de l'école primaire..... 45
b) L'enseignement secondaire..... 52
III.1.2. Les infrastructures sanitaires..... 55
III.1.2.1.Conception de la maladie et recours aux devins-guérisseurs..... .57
III.1.2.2.Signification de quelques maladies Couramment soignés.....58
III.2. Les aspects économiques.....59
III.2.1. Les principaux axes de développement..... 59

III.2.1.1. Le projet Rutana..... 59

a) Les réalisations agricoles..... 60

III.2.2. Les infrastructures économiques..... 60

III.2.2.1. Les voies de communication..... 60

III.2.2.2. Les marchés..... 60

a) Les principaux produits commercialisés..... 61

i) Le haricot..... 61

ii) La banane..... 62

iii) Le manioc..... 62

iv) Le sorgho..... 63

III.2.3. Les restaurant et bars..... 63

III.2.4. L'artisanat..... 63

III.2.5. Identification des O.N.G. oeuvrant dans la commune... 63

III.2.6. Les actions des O.N.G. dans la commune..... 64

CONCLUSION GENERALE..... 65

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES..... 67

1. Les sources écrites..... 67

1.1. Les rapports et les enquêtes statistiques..... 67

1.2. Les articles, les revues et les textes législatifs et réglementaire..... 67

I.3. Les mémoires et thèses..... 68

I.4. Les ouvrages généraux.....69

ANNEXES.

LISTE DES TABLEAUX

T1 : Répartition des secteurs aux conseillers communaux (en place au 15 août 1968).....8

T2: Evolution numérique des entités régionales et locales depuis la veille de l'indépendance et les titres des autorités.....9

T3: Evolution des entités administratives (1982-1990)..... 10

T4 : Evolution des densités et la répartition de la population par colline de recensement..... 17
T5 : Les 10 communes les plus densément peuplées en (1992)..... 21
T6 : Les 10 communes les moins densément peuplées en (1992).....24
T7 : Evolution des effectifs par sexe..... 24
T8 : Composition de la population de GITANGA d'après les estimations de 1999..... 26
T9 : Composition de la population par grands groupes..... . 27
T10 : Population active résidente de 10 ans et plus selon les groupes professionnels et sexe..... 30
T11 : L'état des naissances par tranches d'âge (1997 - 2002)..... 32
T12 : Evolution du service de maternité (1997 - 2002)..... . 34
T13 : Etat de nuptialité..... 36
T14 : Evolution du taux brut de mortalité..... 39
T15 : Etat d'immigration et d'émigration..... 40
T16 : Population de la commune GITANGA par province d'origine et par sexe.....41
T17 : Effectifs des élèves inscrits en 1ère année par direction (2002-2003)..47
T18 : Répartition des enseignants par direction et par école.....48
T19 : Les secteurs à réhabiliter en infrastructures scolaires.....49
T20 : Répartition des effectifs par école et par direction.....50
T21 : Situation du canton scolaire (2002-2003)..... 51
T22 : Effectifs des élèves par classe et par sexe du lycée communal de GAKWENDE..... 52
T23 : Effectifs par classe et par sexe du collège communal de GITANGA...53
T24 : Nombre de patients par type de maladie et par mois..... 56
T25 : Répartition des infrastructures sanitaires et leur personnel soignant...57

LISTE DES FIGURES

FI.G. 1 : Pyramide des âges de la population de la commune GITANGA selon les estimations de 1999 27

INTRODUCTION GENERALE.

La situation démographique ainsi que l'évolution de la population diffèrent selon les pays et les régions. Les uns constituent des espaces inhabités, d'autres sont moyennement peuplés, d'autres encore sont surpeuplés. Avec une densité moyenne de 260 hab/km^2, le BURUNDI est placé parmi les pays les plus densément peuplés d'Afrique.

La densité moyenne pour l'ensemble du pays est passée de 120 en 1970 à 260 hab/km^2 à l'heure actuelle[1]. Du coup sur certaines collines de recensement, la situation démographique ambiante y est dramatique avec des densités rurales insupportables. C'était notamment en 1990 [2] le cas de la colline GASARARA en Commune KANYOSHA, qui avait une densité de 2 236 hab/ km^2, RUKINA en Commune MUKIKE 1 190 hab/ km^2, MBOZA en Commune KANYOSHA 1 437 hab/ km^2 toutes de la Province BUJUMBURA-RURAL. D'autres situations similaires au nord et au centre du pays existent.

Dans d'autres, surtout à la périphérie du pays, plus particulièrement à l'ouest et au sud dans les communes du KUMOSO et du BURAGANE, les densités dépassent rarement 100 hab/ km^2 [3]. Nous avons choisi alors cette région pour y étudier « **L'EVOLUTION SOCIO-DEMOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE GITANGA (1979-2002)** », une des communes de la province de RUTANA. Pourquoi alors le choix d'un tel sujet de mémoire ? Cette étude se veut être une monographie de la région qui va contribuer à la connaissance des réalités socio-démographiques du BURUNDI en général et de la région en particulier.

0.1. Choix et intérêt du sujet.

Le sujet a retenu notre attention pour les raisons suivantes :
c'est d'abord une commune qui regorge un certain nombre de spécificités dans la mesure où elle se présente comme une zone de « contact » entre les régions naturelles de BUTUTSI, BURAGANE et KUMOSO.

Ensuite, elle accuse un retard considérable sur le plan intellectuel ; ce qui entraîne la population dans des pratiques rétrogrades.

---

[1] Ministère de la planification du développement et de la reconstruction , **estimations de la population burundaise** de 1990 à 2003, p.14

[2] Ministère de la planification du développement et de la reconstruction, **Croissance démographique**, cahiers démographiques du Burundi n° 11, Bujumbura, 1998, p.15

[3] J.E. BIDOU et alii, **Géographie du Burundi**, Hatier, Paris, 1991, p.17.

Enfin, comme nous sommes natif de cette commune, l'attachement sentimental nous a poussé à choisir un tel sujet plutôt qu'un autre. En effet, la commune appartient à une région sur laquelle très peu d'études ont été faites. Nous avons pensé en outre que nous sommes les mieux placés parmi ceux qui doivent contribuer à sa connaissance sur le plan social, démographique et économique.

Qui plus est, c'est un sujet qui relève de l'actualité. De nos jours, les problèmes de population restent l'une des préoccupations majeures des Etats modernes. J'en veux pour illustration la conférence mondiale sur la population tenue à BUCAREST en 1974 puis celle de MEXICO dix ans plus tard, et dernièrement en 1994 au CAIRE.

0.2. Hypothèses de travail.

Nous aurons à vérifier les hypothèses suivantes :

a. La commune GITANGA est l'une des communes les moins peuplées du BURUNDI.
b. La commune GITANGA a été toujours caractérisée par une absence notoire de « tradition scolaire ».

0.3. Délimitation chronologique et spatiale.

* Cadre spatial.

Avec une superficie de 290,70 km^2, GITANGA est l'une des 6 communes composant la province de RUTANA. Elle partage en outre les frontières avec les communes RUTANA au nord-est, KAYOGORO au sud-est, MAKAMBA au sud-ouest et enfin RUTOVU qui occupe l'ouest et le nord-ouest. Ces différentes communes sont respectivement des provinces RUTANA, MAKAMBA et BURURI.

* Cadre temporel.

Notre étude s'étend sur une période s'étalant environ sur deux décennies : 1979-2002. L'année 1979 est très importante dans les annales de l'histoire démographique du Burundi. Elle correspond au premier recensement moderne organisé par l'Etat burundais.

Les seules estimations fiables provenaient des enquêtes démographiques de 1965 et de 1970-1971 ; les données des recensements administratifs étaient entachées de beaucoup d'erreurs et celles de l'état-civil insuffisantes. Le pays se trouvait dans le besoin pressant d'avoir des données de base lui permettant d'apprécier sa situation démographique, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, et à déterminer les paramètres de sa croissance future prévisible. La borne supérieure en revanche n'a rien de rigide. Nos enquêtes démographiques ont débuté avec l'année 2002.

0.4. Méthodologie.

Etant donné que notre analyse porte sur des données statistiques, le traitement des données nous a permis de mettre en évidence certaines tendances démographiques de cette commune. Nous avons utilisé aussi des sources tant écrites qu'orales.

Les premières comprennent les ouvrages généraux : des mémoires, des thèses, des synthèses des rapports annuels de l'état-civil, des enquêtes agricoles et démographiques de l'ISABU et enfin des documents divers.

Les secondes sources sont constituées par des enquêtes orales auprès de la population afin de préciser l'une ou l'autre donnée mal rendue par la documentation écrite.

0.5. Critique des sources utilisées.

La quasi-totalité de notre travail a fait recours aux sources écrites. Ces dernières ne sont pas en quantité et en qualité suffisantes ; peu de chercheurs, peu d'enquêteurs nationaux sont à l'œuvre sur le terrain burundais. Seulement, quelques ouvrages, quelques thèses et mémoires des professeurs et des étudiants finalistes. Cette réalité porte préjudice au développement socio-économique de notre pays.

De plus, le bureau communal a été complètement incendié en 1997 par les rebelles du CNDD-FDD; beaucoup d'archives et d'autres documents administratifs ont été brûlés. Signalons également que le service d'archivage est pratiquement inexistant dans les communes; celui du ministère de l'intérieur et de la sécurité publique a connu maints déménagements qui ont éparpillé les documents.

La collecte des sources orales pose problème aussi : certaines personnes ne veulent rien livrer au chercheur, craignant d'être un jour appréhendé ou tué, le pays étant dans une grande instabilité socio-politique. Au cours de mes enquêtes, les gens me soupçonnaient d'être un propagandiste politique et avaient toujours l'intention de faire la sourde oreille et donnaient souvent des réponses évasives qui ne valaient pas la peine d'être mentionnées.

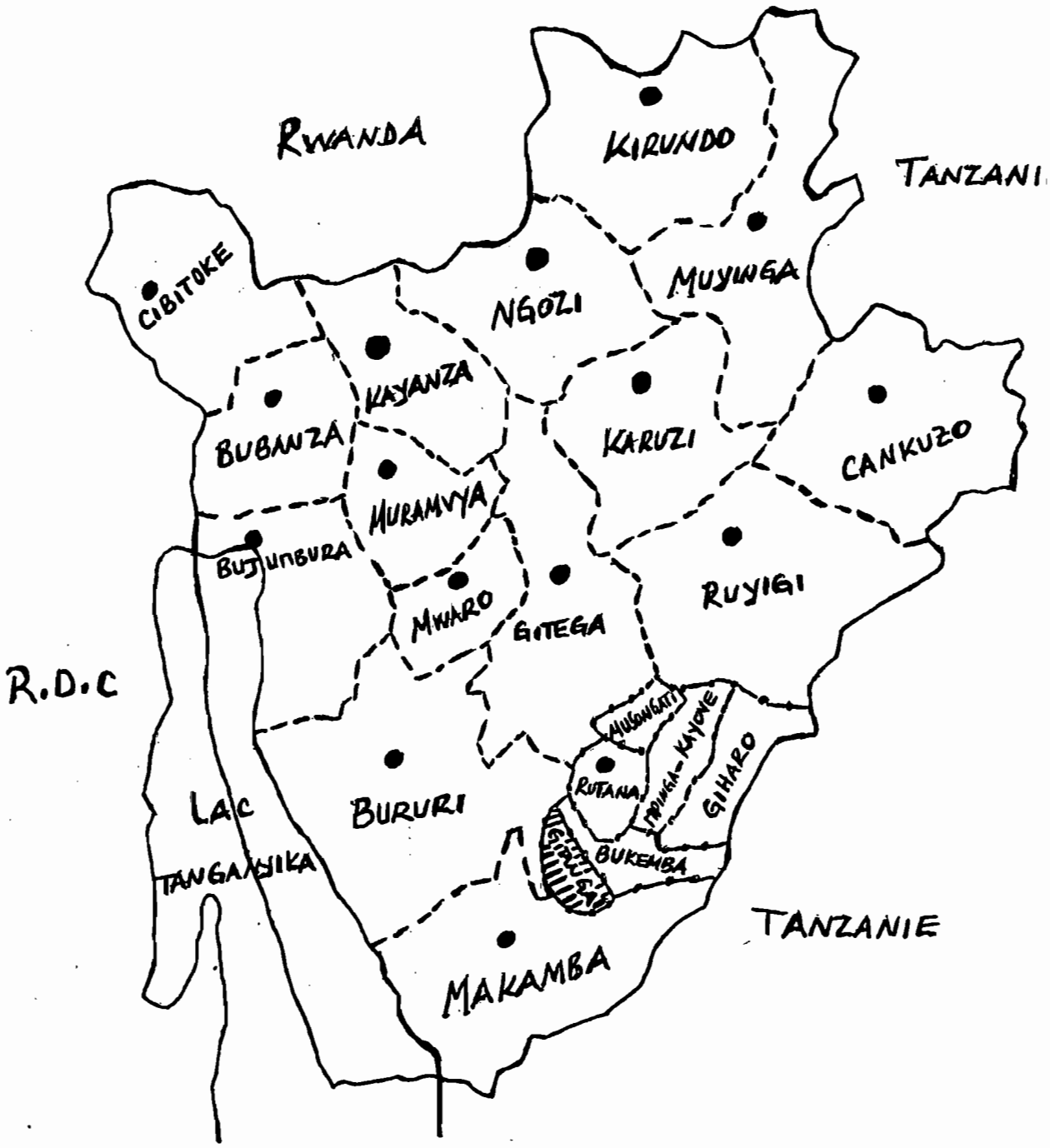
0.6. Les grandes articulations.

Notre travail s'articule essentiellement sur trois chapitres inégaux. Le premier chapitre porte sur les caractéristiques générales de la commune : nous y décrivons sa situation géographique, historique et ses découpages administratifs. Il nous permet de situer la commune par rapport au reste du pays.

Le second chapitre est consacré exclusivement à l'analyse des aspects démographiques. Nous nous intéressons à l'étude de la répartition spatiale, de la composition par âge et par sexe, de la structure socio-professionnelle etc.

Le troisième et dernier chapitre présente une sorte de panorama de la situation socio-économique prévalant dans la commune avec ses perspectives d'avenir susceptibles de faire espérer une certaine prospérité à la condition de lever certains défis que nous nous efforcerons d'identifier.

Carte n°1 : LOCALISATION DE LA ZONE D'ETUDE



LEGENDE

: zone d'étude

: Frontière de province
: Frontière de Commune
: Chef-Lieu de province
Echelle : 0 20 40 Km

Source : Département de la population ; Service de Cartographie de GITEGA

CHAPITRE I : CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA COMMUNE GITANGA.

I. 1. Situation géographique.

GITANGA s'étale sur de petits plateaux avec parfois des chaînes de montagnes immenses comme celle de DURI. La savane et la forêt où vivent beaucoup d'espèces d'animaux sauvages sont en régression. Le sol accepte tant bien que mal toutes les cultures des régions environnantes. L'élevage est assez prospère du moins dans la partie contiguë à la région naturelle de BUTUTSI.

Située entre 3° 55′ et 40° 45′ de latitude Sud et entre 29°47′ et 29°58′ de longitude Est[1] ; elle se trouve dans la zone la plus méridionale du Burundi. Bien qu'avec un relief très accidenté, l'agriculture occupe la population à plus de 98% avec une répartition très inégale de cette dernière.

A en croire BEAUJEU-GARNIER (J), le milieu naturel joue un rôle prépondérant dans l'occupation humaine « Il semblerait logique que le milieu naturel avec sa puissance massive, parfois redoutable, joue un rôle quasi déterminant sur la répartition des homme[2] ».

La quasi-totalité de la superficie de la commune GITANGA est occupée par des montagnes : il y a la présence de deux principaux massifs montagneux en l'occurrence celui de NYARUGANDA et de KIBIMBI. En marge de ces massifs, il y a des chaînons en nombre important comme ceux de MUYANGE, KABANGA et NYONZO ; des collines dispersées un peu partout ne manquent pas, formant ici et là des vallées favorables à l'agriculture pendant la saison sèche.

II.2. Situation historique.

A notre sens, l'histoire c'est l'étude du passé humain qui permet de comprendre le présent et de « construire » de façon lucide un futur souhaitable pour son propre pays. La connaissance de l'histoire pour chaque région du Burundi n'est pas encore bien établie ; de façon spécifique, très peu de recherches ont porté sur la région du Kumoso où est située Gitanga.

---

[1] IGEBU, **direction de la cartographie**.
[2] J. BEAUJEU – GARNIER, **Géographie de la population**, éd. Génin, Paris, 1965, vol.1, p.12

Pour beaucoup, la commune appartenait à la chefferie BUNYAMBO avec comme Chef BUJENJEGERI. En 1937, lorsqu'on cessa de désigner la chefferie par le nom du chef qui pouvait être remplacé à tout moment, on attribua à chaque chefferie un nom géographique fixe. C'est ainsi que la dépression de l'Est fut baptisée Mosso-sud (par opposition au Mosso-nord située dans le territoire de RUYIGI). Le plateau reçut le nom de NKOMA. Quant aux terres qui se trouvaient à cheval sur le BUTUTSI et le BUYOGOMA, elles furent appelées BUNYAMBO. Celle-ci s'étendait sur environ trois communes dont deux de la province RUTANA.. Il s'agit des communes GITANGA et RUTANA. La troisième se nommait MUZENGA actuellement devenue RUTOVU. Elle comprenait en outre onze sous-chefferies, notamment : KANYUZA, RUTANA, CONDI, MUTANGARO, MUZENGA, MUHWEZA, NYABIKENKE, DURI, KITANGA, KIVOGA et RUSHEMEZA. Cette liste de sous-chefferies prouve à suffisance que la commune GITANGA faisait partie intégrante de la chefferie BUNYAMBO, en territoire de Rutana sous la période coloniale.

I.3. Découpage administratif.

L'organisation provinciale et communale telle que connue aujourd'hui provient de l'évolution de celle des territoires, des chefferies et des sous-chefferies. Jusqu' aux années 1930-1932, le pays était divisé en 9 territoires, 36 chefferies et 560 sous-chefferies. La sous-chefferie était dirigée par un chef coutumier nommé et révoqué par le MWAMI. Enfin, les territoires étaient placés sous l'autorité des administrateurs de territoires, tous des fonctionnaires belges. Le travail des chefs et des sous-chefs était étroitement contrôlé par l'administration coloniale.

Pendant la période qui précéda l'indépendance, vers 1957, le pouvoir colonial a cherché à supprimer la dualité entre les autorités belges et l'administration locale. C'est ainsi qu'il déterminera les modalités des élections des membres du « conseil du pays » ainsi que les nouvelles formes de la tutelle. Cette attitude ouvre déjà la voie de l'indépendance et comme la situation devenait critique, il s'est formé la « commission intérimaire du Burundi » composée de cinq membres. C'est cette commission qui regroupa les chefferies jusqu'à former huit provinces administrées par des autochtones et les sous-chefferies en 181 communes suivant le décret intérimaire du 25 décembre 1959 instituant les « communes provisoires ».

En vertu de l'arrêté-loi n° 001/767 du 1er septembre 1965, les communes que comptait le royaume du Burundi passèrent de 181 à 78. Il était question de rendre les communes financièrement viables et d'assurer une bonne administration, d'autant plus que, dans certaines communes, la population devenait trop nombreuse. Un nouveau regroupement s'avérait alors indispensable.

Dans l'arrondissement de Rutana, le nombre des communes fut réduit de sept à trois à savoir RUTANA, MPINGA - KAYOVE et MUSONGATI.

Déjà en 1962, les communes BUKEMBA et GITANGA étaient rattachées à l'arrondissement de MAKAMBA [1]. Le tableau ci-après en est une illustration.

[1] R. BELLOW et P. DELFOSSE ; **Codes et Lois du Burundi**, maison Ferdinand Larcier, , 1970, p. 301.

Tableau n°1 : Répartition des secteurs aux conseillers communaux (en place au 15 août 1968).

·oñdissement	commune	Administrateur	Personnel de Bureau	Conseillers communaux	Collines
KAMBA	BUKEMBA	BARAYOBERWA Gaspard	1) BARIKWINSHI	1)VYUNGA Raymond	Butare Kinzanza Bukemba Bugiga Kihofi Murama Rugwe
			2) NTAWEMBARIRA (perception d'impôt)	2) NYURAKO Aster	Cikinga Kazeba Gitanga Maramvya Museno Ntuku Nyabikenke
			3) BARAKAMFITIYE (comptabilité)	3) SIZIMWE Sévérin	Cunda Kabago Samahuge Gisenyi Karinzi Kivoma Muyange Ngoma Nyagisambwe Nyakuguma
				4) RUHISO Pierre	Bigina Kabizi Kayogoro.

Source : Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique, département de la population, bureau n° 43.

Le décret-loi n°1/29 du 24 septembre 1982 fit passer le nombre de provinces de huit à quinze. Les arrondissements disparaissent et les communes sont portées à 114. Le nombre des communes de la province RUTANA passe de trois à six. C'est au cours de cette réorganisation administrative que la commune GITANGA recouvre son « autonomie » et dans la même foulée, son retour dans la province actuelle. Pour être plus concret, voici l'évolution numérique des entités régionales et locales depuis la veille de l'indépendance et les titres des autorités qui les ont dirigées.

Tableau n°2 : Evolution numérique des entités régionales et locales depuis la veille de l'indépendance et les titres des autorités.

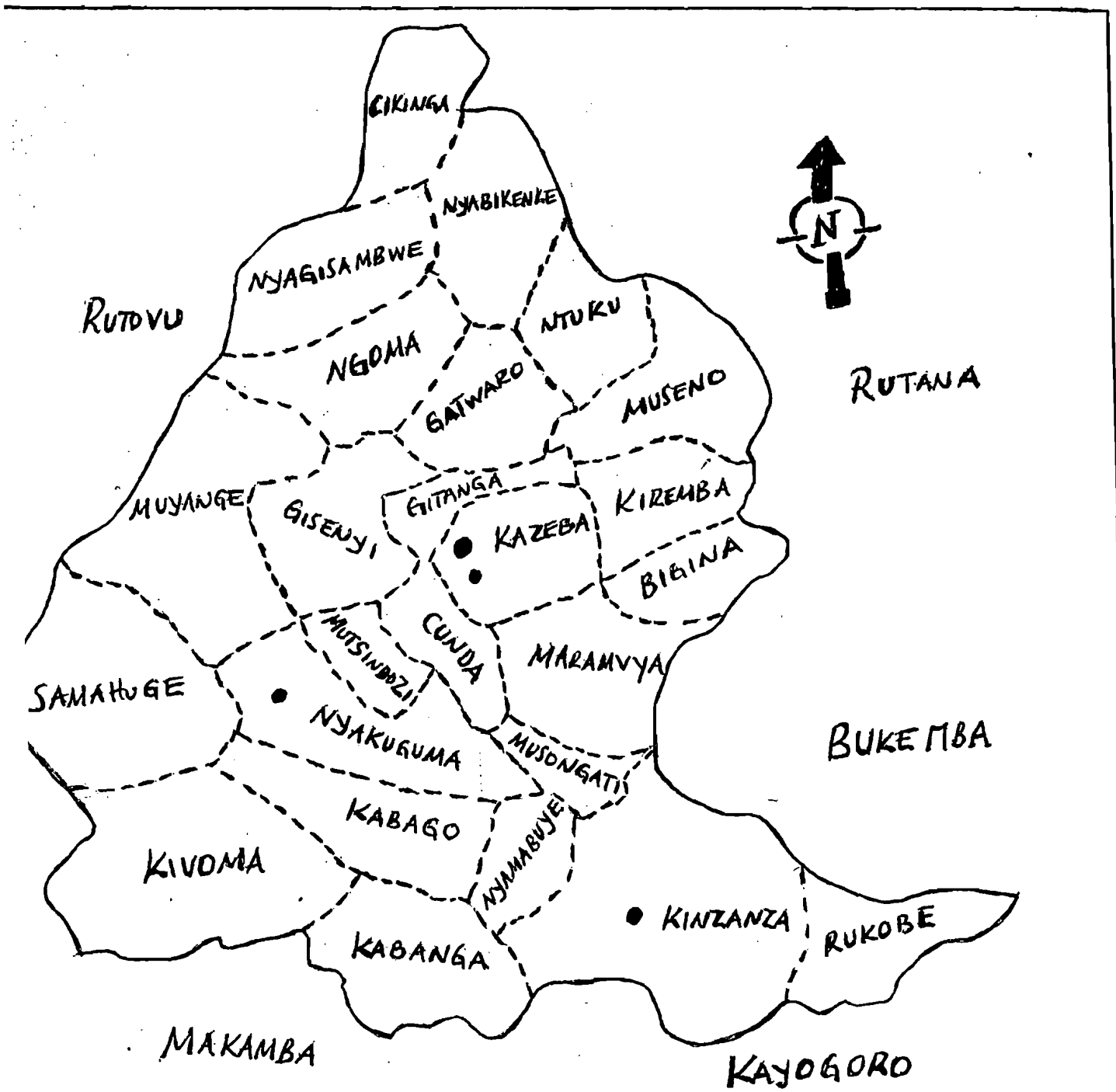
Date	Texte	Entité	Nombre	Titre des autorités
25/12/1959	D.I.	Territoire	9	Administrateur
		Chefferie	36	Chef
		Sous-chefferie	525	Sous-chef
26/9/1960	Ord. n° 221/253	Territoire	9	Administrateur (1)
		Province	18	Administrateur
		Commune	181	Bourgmestre
01/3/1962	Loi	Province	8	Gouverneur
		Arrondissement	18	Commissaire
		Commune	181	Bourgmestre
1/9/1965	A.L. n° 001/767	Province	8	Gouverneur
		Arrondissement	18	Commissaire
		Commune	78	Bourgmestre
30/10/1965	A.R n° 001/798	Province	8	Gouverneur
		Arrondissement	18	Commissaire
		Commune	78	Administrateur
16/12/1970	D. L. n° 1/93	Province	8	Gouverneur
		Arrondissement	18	Commissaire
		Commune	79	Administrateur
24/9/1982	D.L. n° 1/29	Province	15	Gouverneur
		Commune	114	Administrateur-Maire (2)
8/11/1991	D.L. n° 1/015	Province	15	Gouverneur
		Mairie	1	Maire
		Commune	113	Administrateur
12/11/1997	D.L. n° 1/015	Province	15	Gouverneur
		Mairie	1	Maire
		Commune	115	Administrateur
10/12/1998	Loi n° 1/006	Province	16	Gouverneur
		Mairie	1	Maire
		Commune	115	Administrateur

(1) L'administrateur de territoire est devenu le « délégué de la tutelle » par ordonnance n° 211/299 du 26/10/1960

(2) Le D.L. n°1/26 du 30 juillet 1977 confère, pour la première fois, le titre de Maire au premier magistrat de la ville de BUJUMBURA.

Source: Ministère de l'intérieur, département de la population, bureau n° 43.

Carte n°2 : SUBDIVISIONS ADMINISTRATIVES DE LA COMMUNE GITANGA EN 1990



LEGENDE

● : Chef-lieu de Commune
● : Chef-Lieu de Zone
--- : Limite de Colline
——— : Limite de Commune

Echelle : 0 Km 1 2 3 Km

Source : Département de la population; Service de cartographie de GITEGA

Avec ces nouvelles subdivisions administratives, la commune Gitanga va passer de 18 collines de recensement en 1982 à 25 en 1990, de deux à trois zones et de neuf secteurs[1] comme le montre le petit tableau suivant :

Tableau n° 3 : Entités administratives en province Rutana et en commune Gitanga en 1990

Commune	Zone (nombre)	Secteur (nombre)	Colline (nombre)
GITANGA	3	9	25
Province	16	64	155

Source : Enquêtes de terrain.

D'aucuns pourraient s'enquérir sur les retombées qu'aurait occasionnée cette évolution. En effet, les zones comme KINZANZA et NYAKUGUMA sont respectivement à 25 km et à 22 km du chef-lieu de la commune. Une telle réorganisation fut bénéfique pour la population car elle rapprochait celle-ci de l'administration territoriale.

En définitive, nous pouvons affirmer qu'au Burundi, les communes actuelles sont le résultat des fusions et divisions qui ont été opérées successivement par deux lois : celle du 1er septembre 1965 et le décret-loi n°1/29 du 24 septembre 1982.

I.4. Répartition en régions naturelles.

La commune est qualifiée de zone de « contact ». Elle se situe à l'est de la région du BUTUTSI, à l'ouest de celle du KUMOSO et au nord du BURAGANE. Les gens de BUTUTSI appellent les habitants de la commune « abamoso » ou plus encore « abaragane ». La commune est presque une enclave entre ces trois régions naturelles et présente également des caractéristiques du Buragane et du Kumoso.

Je suis du même avis qu'Elias SENTAMBA quand il évoque la fierté des gens de GITANGA d'appartenir à une région « appréciée », la commune RUTOVU [2]. Toutefois, il n'a pas précisé la partie de la commune qu'ils habitent. Il s'agirait peut-être des ressortissants de la zone NYAKUGUMA voisine de
la dite commune qui sont concernés.

[1] E. SENTAMBA; **Evolution de l'administration locale en territoire et province de Rutana (1960-1992)** ; p.78
[2] **Ibid.**, p.80

Cette confusion est aussi partagée par les agronomes de l'ISABU qui situent cette commune dans la région naturelle du BURAGANE.
La jonction entre les trois régions naturelles avantage certes la population quant à l'accès aux infrastructures socio-économiques : ainsi les gens de GAKWENDE, MUYANGE et dans une moindre mesure ceux de GITANGA fréquentent l'hôpital de RUTOVU. Enfin, nous ne pouvons pas manquer de souligner que les gens du BUTUTSI s'approvisionnent en vivres surtout au marché de GAKWENDE et à celui de GATERENI pour ceux qui disposent d'un vélo.

I.5. Caractéristiques physiques.

I.5.1. Le relief.

Le relief de cette zone d'étude comprend trois parties distinctes : la zone montagneuse avec une altitude variant entre 2365 m et 1800 m d'abord, ensuite la zone d'escarpement avec une altitude comprise entre 1800 et 1400 m, et enfin la zone déprimée variant entre 1400 et 1300 m[1] .

a) La zone montagneuse (2365 - 1800 m).

Cette partie est délimitée par les massifs montagneux de KIBIMBI et de NYARUGANDA. Ces derniers sont composés surtout de quartzites. Ils servent comme pâturage pendant la saison des pluies. Plusieurs centaines de bovins affluent sur ces massifs à la recherche de « bonnes herbes ». Ils surplombent aussi respectivement les vallées de la JIJI et de la NYAMUSWA. L'érosion y est très importante. Aucune activité humaine n'y est possible.

b) La zone d'escarpement (1800-1400 m).

Cette partie est comprise entre les hauts plateaux et la dépression du KUMOSO. Dans ce secteur, on y trouve aussi beaucoup de petites collines qui sont dues à l'abondance de failles et à la résistance des roches en place face à l'érosion. La transition entre la zone montagneuse du BUTUTSI et la zone déprimée du KUMOSO se réalise à travers les escarpements. La dépression se prolonge dans la zone escarpée par le biais des vallées larges, des cours d'eau principaux dont la MUSASA, la NYAGANZA et enfin la BWINJIRA.

[1] **Cartes topographiques de l'IGEBU, Feuille Rutana**

c. La zone déprimée (1400 - 1300 m)

Selon NSABIMANA Stanislas, la zone déprimée est « un fossé d'effondrement. Mais elle n'est pas encadrée par des chaînes de montagnes comme le fossé du Lac TANGANYIKA[1] ». Cette partie est la plus intéressante du fait de la présence humaine qui y est très affirmée. Elle comprend en outre cinq collines de recensement sur 25 que compte toute la commune. Comme nous allons le voir dans les chapitres suivants, les immigrants en provenance du KIRIMIRO et du BUTUTSI affluent vers les collines de KINZANZA et de MARAMVYA. Les terres restent fertiles malgré la pression démographique qui se fait de plus en plus sentir.

I.5.2. L'hydrographie

Le massif de KIBIMBI reste un véritable château d'eau où prennent source la plupart des rivières jonchant la commune et toute la région dont JIJI, SIGUVYAYE etc. Les rivières MUSASA et MUTSINDOZI disposent des lits larges. Les principaux affluents de la MUSASA prennent source sur le chaînon de GIKIZI, ceux de NYARUGANDA se déversent quant à eux dans la NYAGANZA. Les principaux cours d'eau sont : NYANKENDE, NYACUNGO. Tout semble indiquer que la MUSASA se jette dans la MUYOVOZI au sud-est de RUTANA avant de parachever son « périple » dans la MALAGARAZI.

I.5.3. Le Climat.

Le climat étant un ensemble de phénomènes météorologiques (la température, la pression atmosphérique, les vents, les précipitations, ...) caractérise l'état moyen de l'atmosphère et son évolution en un lieu donné. Actuellement, la commune ne comporte aucune station météorologique. Elle a existé dans les années 1980 - 1985 ; donc, elle n'a été fonctionnelle que pendant 5 ans. En 1982, on avait enregistré les précipitations annuelles dont les plus élevées atteignirent 1708 mm, les plus faibles 1119 mm (en 1983). Les mois les plus pluvieux sont avril et décembre avec une moyenne respectivement de 231,4 mm et de 193,8 mm.

Quant aux mois les moins pluvieux, ils correspondent aux mois de Juin, juillet, août et septembre comme partout ailleurs dans le pays. Deux saisons nettes traversent cette zone. La saison humide qui part d'octobre à mai et une saison sèche qui part de juin à septembre.

[1] S. NSABIMANA ;**Climats et sols du Burundi. Toposéquence Muzinda-Bugarama**, thèse de Doctorat, p. 61

Dans l'état actuel des choses, nous estimons que les chiffres ont considérablement bougé. En effet, le pays connaît actuellement une baisse des précipitations. La région du KUMOSO n'a pas été épargnée si nous savons que la saison sèche dépasse les 5 mois et la production des cultures vivrières nécessiteuses d'une grande précipitation diminue. Ceci se remarque sur les différents marchés où le prix de cette denrée alimentaire ne cesse d'augmenter à chaque saison culturale. La répartition des précipitations montre que les zones de fortes précipitations correspondent aux zones de haute altitude. C'est-à-dire les massifs de NYARUGANDA, KIBIMBI - INANZERWE et le chaînon de GIKIZI.

Les zones de moyennes précipitations correspondent aux régions de moyenne altitude (les chaînes de NYAGISAMBWE, de MUYANGE, NYONZO, YABA, KABANGA et DURI). Elle est aussi la zone comprise entre celle qui est la plus arrosée et la moins arrosée.

Enfin, la zone de faibles précipitations correspond à la dépression. Cette partie est comprise entre la MUSASA et la MUTSINDOZI, de MARAMVYA à KINZANZA. Ici, la longueur de la saison sèche excède souvent les 5 mois. On aura en outre remarqué que l'étagement du climat s'est calqué sur celui du relief.

En conclusion, retenons que notre zone d'étude est localisée au sud du pays, et qu'elle est qualifiée de zone de « contact » entre trois régions naturelles du fait chaque fois qu'elle en synthétise les caractéristiques de chaque région.

Concernant ses caractéristiques physiques, nous remarquons que son relief et son climat sont étagés et s'imbriquent mutuellement et s'empiètent sur la répartition spatiale de la population.

CHAPITRE II : LES ASPECTS DEMOGRAPHIQUES.

II.1. Coup d'œil rétrospectif sur l'histoire du peuplement[1] .

Avant d'analyser les données démographiques se rapportant sur notre sujet, jetons un regard rétrospectif sur l'histoire du peuplement, afin de saisir ce qu'en pensent d'autres auteurs de tendances différentes.
Il est courant de considérer que les premières doctrines des populations du monde occidental datent de PLATON et d'ARISTOTE. Pour eux donc, le très grand nombre entraîne des troubles et des révoltes.

La tendance populationniste a le plus souvent prévalu durant le Moyen-âge chrétien, encore qu'elle se soit manifestée au moins autant par l'affirmation du respect de la fécondité et de la vie que par des attendus explicites sur les avantages de la croissance démographique.

Le mercantilisme aux 16ès et 17è siècles et la physiocratie au 18è siècle, bien qu'étant avant tout des doctrines économiques, ont constitué également le support d'une pensée démographique ; pensée largement favorable à l'expansion démographique avec le mercantilisme qui met les hommes à la source des richesses ; pensée prémalthusienne avec les physiocrates qui soulignent la tendance de la population à faire pression sur les subsistances. Mais, c'est avec MALTHUS et le mouvement néo-malthusien que les tendances populationnistes qui ont pu se manifester dans le passé, seront le plus vivement attaquées aux vues des propagandistes du néo-malthusianisme qui font avant tout de la régulation des naissances un moyen de remédier à la misère ouvrière.

Combattue par les socialistes utopiques et plus encore par Marx et ses disciples, la loi de population de Malthus est considérée par ces derniers comme liée aux conditions de la production capitaliste et sans valeur dans la société communiste de demain.

Dans le monde contemporain, des positions doctrinales antagonistes apparaissent en ce qui concerne les problèmes de population du tiers monde ; alors que pour certains ces problèmes trouveront d'eux-mêmes leur solution à partir du moment où un développement économique suffisant sera obtenu.

---

[1] R. PRESSAT ; **Dictionnaire démographique**, pp. 56-57

Pour d'autres, ce développement ne saurait se produire avant que le taux d'accroissement de la population ne soit considérablement réduit. Si entre les deux guerres, la référence au concept de population optimale a souvent servi d'argument aux partisans d'un plafonnement à court terme de la population de tel ou tel pays, c'est maintenant le slogan de la « croissance zéro » qui mobilise ceux que la forte croissance démographique inquiète.

Signalons à toutes fins utiles qu'il n'est pas question ici d'entrer dans les querelles des différentes vues et pensées sur la population à travers les époques; mais nous sommes partis d'une approche opératoire qui peut nous aider à appréhender les différentes dimensions du concept démographique.

Dans ce chapitre, il sera question de montrer l'évolution des effectifs, de la répartition spatiale, d'analyser certains phénomènes démographiques entre autres : les naissances, l'immigration d'une part, les décès et l'émigration d'autre part. Tous ces phénomènes modifient constamment l'effectif de la population.

De la même façon, les changements de catégories du fait des mariages et des divorces modifient également sa structure. Enfin, et c'est par là que nous devrions commencer, nous tenterons d'avancer des raisons qui font que la zone d'étude soit démographiquement déficiente.

II.2. Effectifs, Densités et répartition spatiale de la population d'après les recensements de la population de 1979 et 1990.

II.2.1. Evolution des effectifs.

Notre analyse s'appuie sur deux sources de données essentielles à savoir le recensement général de la population du 16 août 1979 et le recensement de la population et de l'habitation réalisé du 15 au 16 août 1990 qui est d'ailleurs la source la plus récente. Toutefois, le Burundi est en possession d'autres sources de données notamment l'enquête démographique de 1965, celle de 1970-1971 et l'enquête démographique et de santé de 1987. Aussi, faut-il ajouter d'autres analyses socio-démographique qui ont été effectuées par certains chercheurs en commun accord avec les Burundais comme C. THIBON, J.P. ROBATEL et J. NAVAS principalement.

La notion de densité est très importante dans l'analyse démographique. En effet, en tant que mesure de personnes par unité de surface, elle élucide l'intensité de l'évolution de la population et sa répartition spatiale.

En 1979, la commune GITANGA était une zone faisant partie de la commune BUKEMBA ; ainsi le recensement de 1979 a concerné l'ensemble des deux communes. En lisant les données fournies par ce recensement, nous trouvons que la commune de Bukemba de l'époque comptait 36 818 habitants et la zone de GITANGA comptait à elle seule 18 464 habitants. A partir de cette même donnée chiffrée, BUKEMBA en comptait un peu moins que GITANGA, c'est-à-dire 18 354 habitants.

Le recensement de 1990 révèle que la population avait considérablement augmenté passant de 18 464 habitants à 24 814 habitants endéans 11 ans. Donc, une augmentation de 6 350 habitants, soit un taux de croissance annuel de 2,7 %. Pour l'ensemble de la province, ce taux était de 3,1%[1] .

[1] République du Burundi, Ministère du Plan, **Politique nationale de population, document de base,** Bujumbura, U.P.P-FUNUAP, p.25.

Tableau n°4: Evolution et répartition de la population par colline de recensement.

	1979			1990		
Colline	**Total**	**Superficie en ha**	**Densité**	**Total**	**Superficie en ha**	**Densité**
Cikinga	744	630	118	988	841	117
Cunda	866	900	96	1 358	822	165
Gisenyi	1 053	1180	89	1 268	1 545	82
Gitanga	623	410	152	804	320	251
Kabago	989	1 860	53	1 459	1 883	77
Kazeba	884	1 040	85	1 290	729	177
Kizanza	1 368	2 720	50	2 754	4 449	62
Kiremba	1 521	1 610	94	2 066	1 728	120
Kivoma	1 486	3 760	40	1 827	3 986	46
Maramvya	930	1 310	71	1 235	1 362	91
Museno	1 105	860	128	1 392	1 285	108
Muyange	1 067	1680	64	1 199	1 515	79
Ngoma	1 821	1 980	92	2 401	2 095	115
Ntuku	701	1 060	66	1002	648	155
Nyabikenke	943	1 310	72	1 155	1 285	90
Nyagisambwe	741	820	90	774	706	110
Samahuge	1 046	2 920	36	1 195	1 979	60
Nyakuguma	576	1 720	33	647	1 892	34
Total commune	**18 464**	**27 770**	**66**	**24 814**	**29 070**	**85**

Source: Tableau confectionné à partir des données des recensements de 1979, 1990 et de l'ISABU.

Au regard du tableau, une question saute directement aux yeux. Pourquoi le changement de superficie qui passe de 27 770 ha en 1979 à 29 070 ha en 1990 ? Cela découle de la réorganisation administrative du Burundi consécutive à la création de la commune par le décret-loi n°1/29 du 24 septembre 1982.

Le recensement de 1979 a débuté au moment où Gitanga était une zone de la commune BUKEMBA. Elle comptait 18 collines de recensement.

La nouvelle structure administrative a fait que la commune s'est vue agrandie de sept collines en l'occurrence GATWARO et BIGINA dans la zone GITANGA; MUSONGATI et MUTSINDOZI dans la zone NYAKUGUMA; NYAMABUYE, KABANGA et RUKOBE dans la zone de KINZANZA portant actuellement le total à 25 collines de recensement. Remarquons que certaines de ces collines appartenaient à la commune RUTOVU; KAYOGORO et BUKEMBA respectivement de la province BURURI, MAKAMBA et RUTANA.

II.2.2. Densité et répartition spatiale de la population.

Du tableau n°4 se dégage une certaine répartition inégale de la population. En effet, certaines collines sont presque vides d'hommes à côté de certains foyers de peuplement. Décidément, les collines de NYAKUGUMA, SAMAHUGE, KIVOMA et KINZANZA affichent une densité inférieure à 55 hab/km^2 avec NYAKUGUMA qui connaît un sous-peuplement évident: En 1979, elle en comptait 33 hab/km^2 et 34 hab/km^2 en 1990. C'est un véritable « désert humain »par rapport aux densités moyennes des autres collines du Burundi.

Il existe également des zones moyennement peuplées, notamment GISENYI, KABAGO, MARAMVYA, NYABIKENKE, et bien d'autres. Des foyers de peuplement subsistent dans cette commune. Il y a en l'occurrence KAZEBA, CUNDA, GITANGA, KIREMBA, MUSENO, NGOMA, NTUKU et NYAGISAMBWE.

Dans l'étude des densités, trois caractéristiques apparaissent ; les cas de recul concernant spécialement les collines de GISENYI et MUSENO ; les cas d'évolution qui ont largement émaillé le tableau portent sur les collines CUNDA, GITANGA, KAZEBA, NGOMA ; les cas de stagnation qui concernent les collines NYAKUGUMA et KIVOMA.

Ce différentiel de densités est dû sans doute à un certain nombre de mobiles. Un inventaire tant soit peu sommaire de ces derniers est à avancer ici. : les sols fertiles, les cultures variées, la proximité du chef lieu de la commune, d'un centre de négoce, d'une paroisse, d'un centre de santé opérationnel, motivent la présence humaine dans une région donnée.

Aussi est-il tentant d'expliquer ces disparités à partir de certaines réalités géographiques que connaît la commune. Il va sans dire que le relief de petits plateaux clairsemés favorise une certaine concentration humaine alors que les massifs montagneux font l'objet de reboisement.
La vie humaine y est impossible parce que les conditions ne sont pas réunies ; des terres incultes et menacés par l'érosion et partant ingrates .

II.2.3. L'impact de l'altitude sur la croissance de la population.

Le relief joue un rôle privilégié dans le peuplement d'une région donnée ou dans son sous-peuplement. En effet, les faibles pentes accusent généralement une forte densité tandis que la zone d'escarpement est souvent faiblement peuplée. De l'avis de J.E. BIDOU, « les raisons du faible ou du fort peuplement des régions sont en grande partie liées au milieu naturel[1] ». Cela nous amène à comprendre que la croissance de la population s'est toujours modulée sur cet élément de la topographie.

Pour étayer notre affirmation, nous avons essayé de diviser la commune en trois zones[2] bien distinctes suivant l'altitude ; tout en calculant chaque fois la densité moyenne par chaque zone étudiée. De plus, afin de faire gagner notre analyse en précision, nous avons jugé bon d'utiliser les données de la source la plus récente; c'est-à-dire le recensement général de la population de 1990.

a) Colline de la zone haute (2365 - 1800 m).

- CIKINGA : 117 hab/km^2
- NYAGISAMBWE : 110 hab/km^2
- MUYANGE : 79 hab/km^2
- SAMAHUGE : 36 hab/km^2

Après calcul, nous constatons que cette zone a une densité moyenne de 86 hab/km^2 (1990) alors qu'en 1979, elle en avait 77 hab/km^2. Donc une augmentation de 9 hab/km^2.

---

[1] J.E. BIDOU et alii, **op.cit.**, p.18.
[2] S. NGENDAKURIYO, **Etude géographique de la commune GITANGA et ses environs.** P. 66.

b) Zone d'escarpement (1800 -1400 m).

Cette zone comprend neuf collines de recensement. Elle est la plus vaste de toute la commune.

- MUSENO : 108 hab/km^2
- CUNDA : 165 hab/km^2
- NGOMA : 115 hab/km^2
- GISENYI : 82 hab/km^2
- NYABIKENKE : 90 hab/km^2
- NTUKU : 155 hab/km^2
- KABAGO : 77 hab/km^2
- KIVOMA : 46 hab/km^2
- NYAKUGUMA : 34 hab/km^2

Après calcul, nous avons trouvé une densité moyenne de 96 hab/km^2. En 1979, elle en comptait 74 hab/km^2. Une augmentation de 22 hab/km^2.

c) Zone déprimée (1400 -1300 m).

Cette partie abrite le chef lieu de la commune. Elle a la forme d'une assiette avec cinq collines de recensement.

- GITANGA : 251 hab/km^2
- KIREMBA : 120 hab/km^2
- KAZEMBA : 177 hab/km^2
- MARAMVYA : 91 hab/km^2
- KINZANZA : 62 hab/km^2

Avec une densité record de 140 hab/km^2 en 1990 contre 90 hab/km^2 en 1979, cette zone présente certes des atouts considérables et favorables à l'installation humaine.

Grosso modo, ces densités sont inégalement réparties et relativement faibles si nous les comparons à celles de certaines régions du pays qui ont des densités dépassant largement la moyenne nationale comme la colline KANYOSHA en Province Bujumbura-rural avec une densité de 592 hab/km^2. Cependant, elles sont élevées en les comparant par exemple avec les densités des communes BUKEMBA, CANKUZO.respectivement des Provinces Rutana et Cankuzo. Les tableaux ci-dessous confirment cette répartition inégale quant à la densité.

Carte n°3 : REPARTITION DES DENSITES MOYENNES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

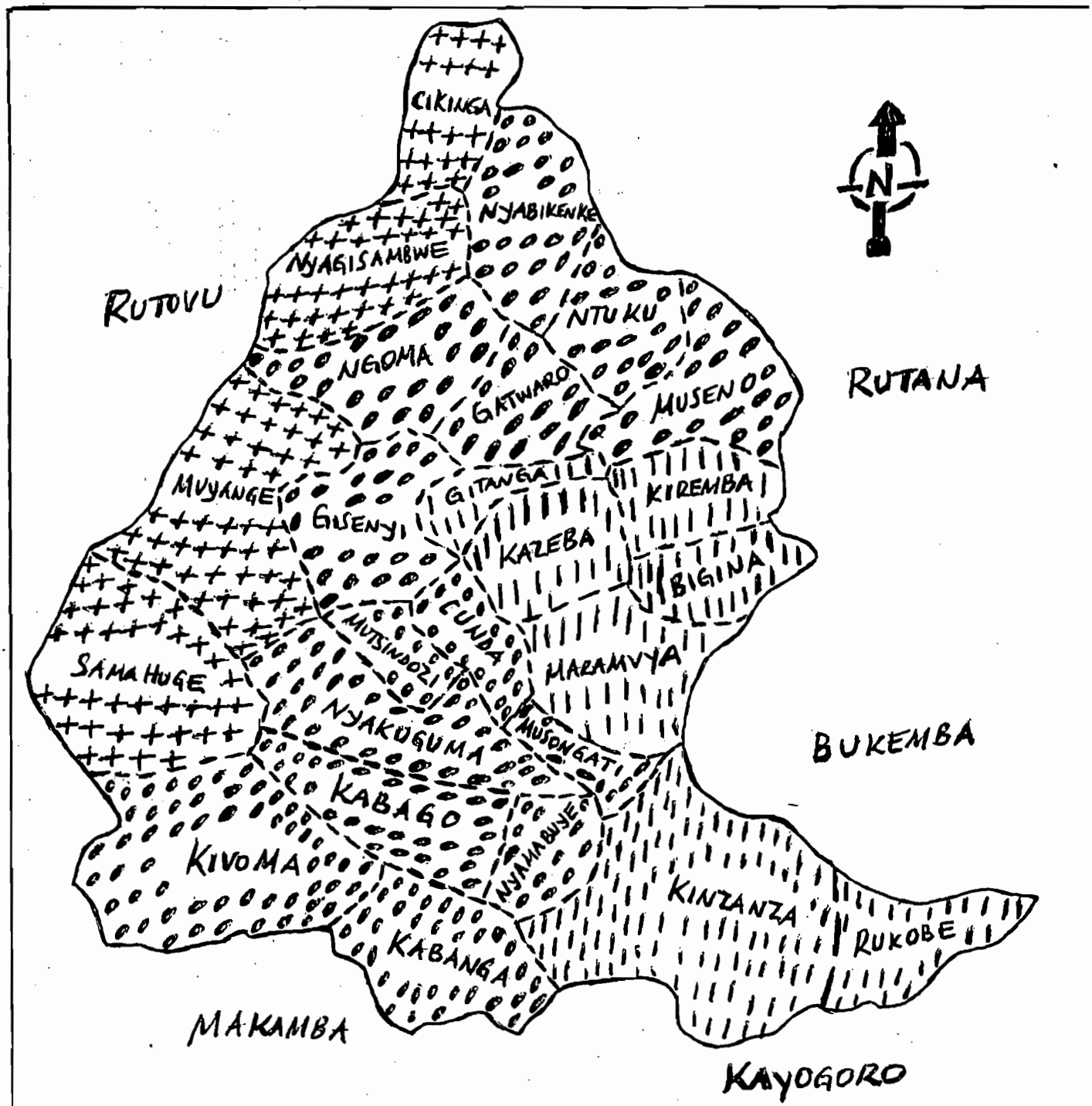


Tableau n° 5 : Les dix communes les plus densément peuplées (1992).

Commune	Province	Densité au km^2
1. KANYOSHA	BUJUMBURA - RURAL	592
2. KAYANZA	KAYANZA	512
3. ISALE	BUJUMBURA - RURAL	485
4. KABEZI	BUJUMBURA - RURAL	485
5. GATARA	KAYANZA	456
6. NYAMURENZA	NGOZI	448
7. RUTEGAMA	MURAMVYA	426
8. MUBIMBI	BUJUMBURA - RURAL	421
9. MWUMBA	NGOZI	416
10. BUSIGA	NGOZI	414

Tableau n° 6 : Les dix communes les moins densément peuplées (1992).

Commune	Province	Densité au km^2
1. CANKUZO	CANKUZO	67
2. BUKEMBA	RUTANA	68
3. GIHARO	RUTANA	71
4. BUTEZI	RUYIGI	81
5. BWERU	RUYIGI	83
6. KIBAGO	MAKAMBA	83
7. MISHIHA	CANKUZO	83
8. GITANGA	RUTANA	85
9. VYANDA	BURURI	87
10. MABANDA	MAKAMBA	89

Source : Tableau élaboré sur base du document ISABU n° 161 de juillet 1992.

Nous estimons que l'occupation inégale de l'espace conduit inexorablement à une agriculture intensive du fait que certaines localités restent vides d'hommes parce qu'elles sont inhospitalières.
De plus, le sol s'épuise considérablement et par conséquent, on assiste automatiquement à une baisse de la production des cultures vivrières.

A y regarder de plus près, la commune présente une faible densité comme le montre les données du tableau n°6. Cependant la concentration humaine reste une évidence sur certaines collines de recensement. Seulement, nous sommes en présence de quelques îlots de peuplement bien disparates.

A côté de ces facteurs topographiques ci-haut mentionnés, nous pouvons en outre envisager entre autres les déterminismes historico-politiques pour expliquer davantage la présence de ce sous-peuplement. GITANGA est considérée comme une zone faisant partie intégrante de la région naturelle du KUMOSO ; longtemps qualifiée de malsaine, peu hospitalière chroniquement en proie aux agressions extérieures et tardivement intégrée au pouvoir politique central par opposition au centre à la fois noyau d'impulsion politique, zone écologiquement saine et militairement mieux défendue[1] ». Ici, il est normal que les gens ont pris du retard pour peupler les régions périphériques pendant que les régions centrales attiraient leur convoitise.

De plus, l'instabilité politique qui a toujours caractérisé les zones périphériques doublée par une absence affirmée de l'autorité monarchique ont généré dans le meilleur des cas des départs importants dans les pays voisins, laissant derrière eux un vide remarquable. E. NGAYIMPENDA nous en dit plus :
« La périphérie était généralement acquise au prix des conquêtes et les délégués de la cour qui souvent, étaient ceux-là même qui avaient été appelés pour la conquête, y agissaient comme « pacificateurs », pouvant pérenniser à loisir, une administration d'exception. En effet, la toponymie traditionnelle évoque des noms d'îlots d'insubordination comme BUTAGANZWA (pays invincible), des poches d'autogestion administrative comme BWINIGIRA (pays où on fait sa propre justice) dont les appellations sont significatives d'un certain itinéraire politique qui n'a pas manqué de se répercuter sur la démographie [2]».

A travers ce passage, nous remarquons que la carence étatique plaçait toujours le citoyen à la merci de l'autorité locale ou régionale. Mieux encore, le pouvoir central prenait les citoyens de la périphérie pour des subversifs ; d'où des mesures d'exception.

Les contraintes bio-écologiques dont le manque d'eau, l'inhospitalité du climat et la menace des animaux sauvages et prédateurs ont empêché également une précocité de la présence humaine. En guise d'illustration, E. NGAYIMPENDA nous en apprend davantage :

« En territoire de RUTANA, la chasse avait lieu à des jours annoncés à l'avance et regroupait des gens de plusieurs sous-chefferies. Toutes les queues des animaux tués étaient rassemblées pour être présentées à l'autorité coloniale à des fins de contrôle. Qu'un administrateur ait tué 80 buffles en une année,

[1] E. NGAYIMPENDA in Histoire sociale de l'Afrique de l'est, p. 189.
[2] Idem.

prouve à suffisance qu'il y avait du pain sur la planche. Par ailleurs, les souvenirs populaires regorgent de cas d'hommes ou de bétail dévorés par les animaux sauvages et dans beaucoup d'espaces les cultures devaient être clôturées[1] ». Voilà une des raisons qui aurait occasionné un sous-peuplement évident dans certaines localités de la province de RUTANA. La vie humaine était pratiquement difficile sinon impossible.

Tels semblent, à nos yeux les grands arguments qui concourent à expliquer les faibles densités rencontrées dans le KUMOSO en général et dans notre zone d'étude en particulier. Quelque incomplète que soit notre analyse, elle donne provisoirement quelque pistes qui pourraient être décantées dans le cadre d'une recherche sur la « géo-chronologie » du peuplement de toute la région. C'est un débat houleux que nous pouvons « difficilement conduire, et encore moins clôturer[2] », aux dires d'E. NGAYIMPENDA.

II.2.4. Mouvement de la population dans le temps.

Il serait certes d'un grand intérêt de retracer et de préciser l'évolution des effectifs de la population au fil du temps afin d'évaluer sa taille, sa croissance, sa répartition spatiale et ses caractéristiques démographiques. Mieux encore, la prise en compte de la population comme variable endogène dans le cadre de la planification du développement est devenue depuis peu une des préoccupations majeures des planificateurs. Il va sans dire que l'information démographique est toujours fondamentale comme principal input notamment dans la prévision des infrastructures socio-économiques.

A la lumière de notre base chiffrée, nous estimons que la progression est lente car en effet, en l'espace de 12 ans, c'est-à-dire de 1990 à 2002, nous avons une augmentation de 9086 habitants. Le tableau ci-après est plus révélateur à ce sujet.

[1] E. NGAYIMPENDA, op. cit., p.205
[2] Ibid ., p.187

Tableau n° 7 : Evolution des effectifs par sexe (1990-2002).

Année	H	F	T	%	
				H	F
1979	8 796	9 668	18 464	47,7	52,3
1990	12 052	12 762	24 814	48,6	51,4
1991	12 402	13 133	25 535	48,6	51,4
1992	12 763	13 515	26 278	48,6	51,4
1993	14730	15595	30325	48,6	51,4
1994	13 516	14 312	27 828	48,6	51,4
1995	13 790	14 602	28 392	48,6	51,4
1996	14 064	14 892	28 956	48,6	51,4
1997	14 338	15 181	29 519	48,6	51,4
1998	14 615	15 476	30 091	48,6	51,4
1999	15 074	15 923	31 997	48,6	51,4
2000	15 536	16 452	31 988	48,6	51,4
2001	16 000	16 443	32 943	48,6	51,4
2002	16465	17 435	33 900	48,6	51,4

Source : Tableau réalisé sur base de données du recensement de 1979, 1990 et les estimations de la population Burundaise de 1990-2003 par le projet FNUAP BDI/99/P04-P.N.P.pp.5-14.

Comme le laisse voir le tableau ci-dessus, les effectifs des deux sexes ne sont pas très décalés. Cependant, l'effectif des femmes est resté toujours au dessus de celle des hommes depuis le premier recensement jusqu'en 2002. Les raisons sont partagées partout ailleurs dans le pays. En effet, il s'observe une forte mortalité chez le monde masculin causée par des accidents, des maladies, des guerres, ...

Actuellement dans cette région, il s'observe aussi une mortalité féminine très élevée. En effet, très occupées par des travaux ménagers, par l'éducation de leurs enfants avec comme intervalle intergénésique ne dépassant pas généralement une année, avec des conditions de maternité très précaires.

II.2.5. La structure de la population par tranche d'âge et sexe.

L'âge et le sexe sont des caractéristiques innées de tout groupe humain. Elles sont très importantes car avant tout, elles constituent la base conditionnant les rapports sexuels dont tout être humain est le produit.
Bien plus, l'âge et le sexe sont des facteurs affectant le mariage, la fertilité, la mortalité, la morbidité et les migrations tant locales qu'internationales.

Compte tenu en outre de l'âge et du sexe, la structure de la population nous permet de déterminer la composante de la force de travail dont dispose une zone d'étude donnée par rapport à sa population totale.
De plus, cette connaissance de la structure d'une population facilite l'établissement d'un rapport de masculinité qui est défini comme étant le « rapport, dans une population, de l'effectif masculin sur l'effectif féminin[1] ».
A cet effet, le recensement de 1990 fournit les chiffres de 12 052 hommes contre 12 762 femmes soit un rapport de masculinité de 94,4%.

Il va sans dire que le rapport de masculinité est déterminé par trois facteurs[2] : Il y a d'abord, le rapport de masculinité à la naissance. Dans toutes les populations, il naît plus de garçons que de filles et ce rapport varie d'une région à une autre. Il y a ensuite les différences de mortalité entre sexes : dans la plupart des populations, la mortalité masculine est toujours supérieure à la mortalité féminine. Enfin, les différences de migration entre sexes. Ici, le rapport de masculinité s'écarte notablement de 100 dans les populations où se produit une forte émigration portant en grande partie sur les individus d'un sexe déterminé.

a) Quelques exemples illustratifs[3] .

S'il y a immigration masculine, le R.M.. s'élève au-dessus de 100.

Exemple 1.

Pays	Année	R.M.
Côte-d'ivoire	1975	107,9
	1973	112,7
Libye	1976	120,4
Koweït		

[1] R. PRESSAT, op. cit., p. 186.
[2] FAO, **Population et main d'œuvre dans l'économie rural**, p. 21
[3] Idem

S'il y a émigration masculine, le R.M. descend au dessous de 100.
Exemple 2.

Pays	Année	R.M.
Mali	1976	95,5
Malawi	1977	93,0

Les calculs révèlent qu'en 1979, le R.M. était de 91 hommes pour 100 femmes, tandis qu'en 1990, ce rapport accuse une légère hausse pour atteindre 94 hommes pour 100 femmes. En se basant sur ce pourcentage, nous pouvons conclure qu'en commune de GITANGA, il subsiste une légère émigration masculine.

b. Composition de la population par âge.

La composition par âge reste une caractéristique essentielle de toute population. En effet, de nombreux phénomènes sont liés à l'âge, c'est-à-dire qu'ils affectent inégalement les individus selon leur âge. C'est le cas de la mortalité, la nuptialité principalement.

Tableau n°8: Composition de la population de GITANGA d'après les estimations du Ministère de la planification et de la reconstruction de 1999

Groupes d'âges	Hommes	Femmes	Total
0-4	3512	3234	6746
5-9	2563	2499	5062
10-14	1783	1739	3522
15-19	1312	1555	2867
20-24	1088	1411	2499
25-29	1142	1422	2564
30-34	935	944	1879
35-39	640	661	1301
40-44	426	448	914
45-49	329	435	764
50-54	259	414	673
55-59	228	266	494
60-64	215	280	495
65-69	155	167	322
70-74	169	179	348
75-79	89	84	173
80^{+}	229	185	414
Total	15074	15923	30997

Source : Tableau confectionné à partir des estimations du Ministère de la planification et de la reconstruction, p.76

Le commentaire de ce tableau ne serait pas aisé sans la présence d'une pyramide des âges en annexe ; car nous estimons qu'elle nous renseigne sur la répartition par grands groupes d'âges notamment les jeunes, les adultes et les vieillards. En d'autres termes l'effectif des moins de 15 ans, de 15 à 64 ans et le groupe de 65 ans et plus.

c. Une composition démographique déséquilibrée.

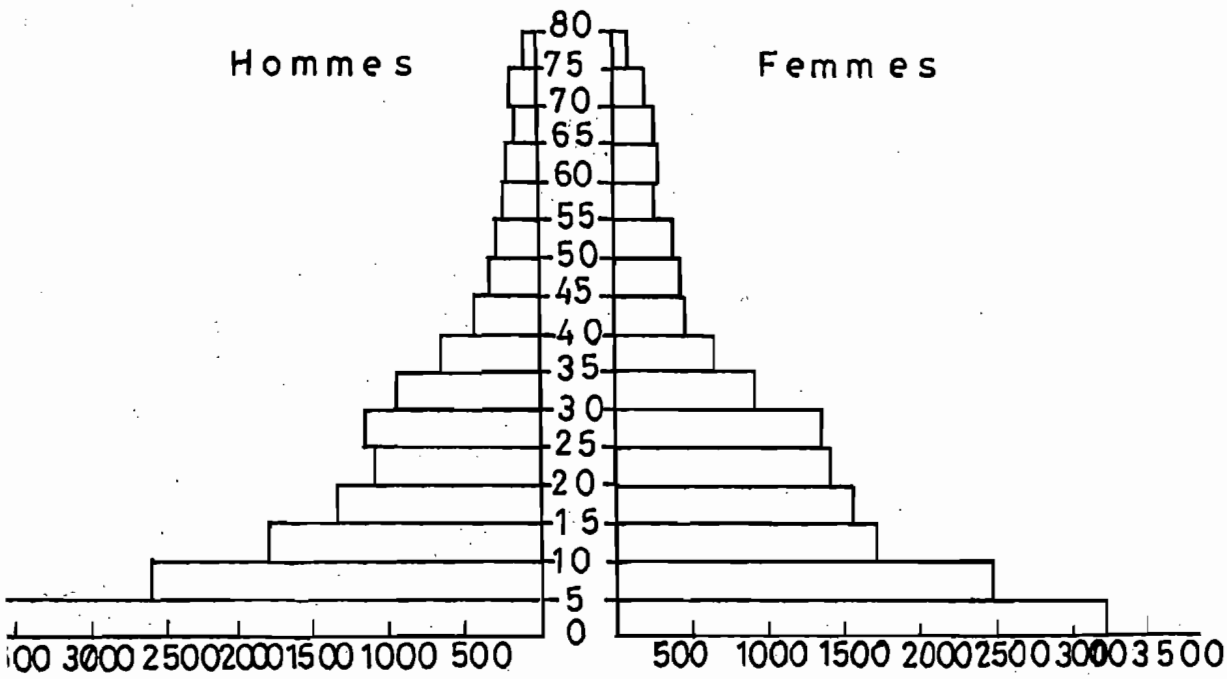
C'est une composition à prédominance jeune comme le montre le tableau suivant.

Tableau n°9 : Composition de la population par grands groupes d'âges.

Groupe d'âge	Masculin	Féminin	Total	%
0 - 14	7858	7472	15330	49,45
15 -64	6574	7836	14410	46,49
65 et plus	642	615	1257	4,06

Source : Tableau réalisé à partir des données du Tableau n°8.

FIGURE N°1 : Pyramide des âges de la population de la commune GITANGA (1999)



Source : Pyramide réalisée à partir du tableau n°8 (données du tableau)

d. Commentaire de la pyramide des âges.

Avec ces chiffres, la pyramide des âges présente la forme globale triangulaire commune à bien de pays du tiers monde : son extrême jeunesse et sa dépendance démographique. Les statistiques de 1999 montrent que les moins de 15 ans représentent à peu près la moitié soit 49,45% ; la population estimée entre 15 et 65 ans équivaut à 46,41% tandis que les plus âgés se chiffrent à 4,06 %.

En 1988, la population âgée de 0 - 14 ans représentait une valeur de 36,8%, celle âgée de 15 - 64 ans était de 61,3% et enfin celle de 65 ans et plus s'estimait à 1,9 % ; le tout pour un total de 24 542 habitants.
Tout semble indiquer que le taux de dépendance reste élevé. Cependant, comme dans l'ensemble du pays, il n'est pas aisé de déterminer à partir de quand une personne devient active ou non active. Déjà à l'âge de 7 ans, 8 ans, l'enfant participe à certains travaux (faire de la vaisselle, garder les vaches, ...). A 11 - 12 ans, ils peuvent exercer certains travaux agricoles (icibare). Quant aux plus âgés, ils continuent à vaquer aux activités agricoles autant que possible.

e. Notion de population active.

La population active n'englobe que « les personnes engagées dans une activité économique productive[1] ». Selon les normes internationales, la « population active est comprise entre les limites d'âges précises : 15 et 59 ans[2]». Toujours est-il vrai que le taux d'activité varie selon le sexe, l'âge et la région. Les variations du taux d'activité selon l'âge révèlent que 3 à 10% d'enfants de cinq à neuf ans exercent déjà, selon les provinces une activité économique[3] .

Cette situation particulière a conduit le département de la population à adopter une définition de la population spécifique au Burundi : la population en âge de travailler a pour limite 15 ans et il n'existe pas de borne supérieure. Les taux d'activité par âge sont très voisins entre hommes et femmes. Cependant, les garçons dont le taux de scolarisation est plus élevé entrent plus tard dans la vie active.

[1] J.E. BIDOU et alii, **op. cit.**, p. 24
[2] **Idem**
[3] **Idem**

Décidément, cette situation nous amène à calculer le rapport de dépendance démographique de la commune GITANGA qui, comme le définit Roland PRESSAT est « le rapport faisant apparaître la charge que présente pour la population active une fraction donnée ou la totalité de la population inactive[1] ».

Après calcul, ce rapport s'élève à 115,1%, il est le plus élevé, comparativement à la moyenne nationale de 1979 qui était de 88%[2] . Généralement, les populations qui ont une très forte fécondité ont d'ordinaire les rapports les plus élevés de dépendance en fonction de l'âge en raison de la forte proportion d'enfants qu'elles renferment. Une telle situation exige une implication forte de la part des pouvoirs publics. En effet, une telle proportion de jeunes risque de disparaître si elle n'est pas encadrée. Il faut dès lors agir non seulement sur les infrastructures et le personnel sanitaire mais aussi mener des actions au niveau de l'alimentation, de l'hygiène (eau potable et logement décent). Cette population ne comporte pas que des coûts sur le plan de la santé; dans un court terme, ces jeunes demandent des services d'éducation et par après, ils seront sur le marché du travail. Néanmoins, à y regarder de plus près, nous pourrions dire que « l'âge d'or n'est pas pour demain ».

En ce qui concerne l'avenir de cette jeunesse, un inventaire tant soit peu sommaire d'exemple est nécessaire afin de justifier notre scepticisme. Les infrastructures de santé publique restent insuffisantes, le régime alimentaire est très déséquilibré ; on observe aussi une sous alimentation des nourrissons après le sevrage ; les enfants sont sérieusement menacés ou affaiblis par le Kwashiorkor pendant leurs premières années.

Toutes ces informations émanent du responsable du centre de santé de GITANGA. Mais, l'absence d'une base chiffrée rend notre approche aléatoire. La priorité des priorités doit être consacrée à la lutte contre les maladies et la malnutrition, les deux étant inséparables.

f. Composition par catégorie socio-professionnelle.

GITANGA est une commune rurale où presque la totalité de sa population exerce des activités agricoles, surtout une agriculture de subsistance et une « marginalisation » de certaines tranches d'activités. Selon l'enquête menée auprès de l'administrateur de la commune au mois d'août 2003, plus de 98% de la population pratique des activités agricoles.

---

[1] ROLAND PRESSAT, **op. cit.**, p.186

[2] **Recensement général de la population, résultats définitifs (1979).**

D'autres professions annexes à l'agriculture telles que la maçonnerie, le commerce, la couture occupent moins de 2%. Le commerce porte surtout sur des produits comme le haricot, le maïs, le sorgho, la bière locale, les produits de pêche (le ndagala, le mukeke), l'huile de palme principalement. A côté de ces produits ci-haut cités, viennent ceux de première nécessité comme le sel, le savon, le pétrole, la bière primus.

Les travaux artisanaux telles que la vannerie, la poterie, la forge des outils agricoles comme la serpette locale, les machettes constituent une activité assurée essentiellement par les BATWA des secteurs NTUKU, MARAMVYA et KINZANZA.

Située presque dans la région naturelle du MOSSO, GITANGA englobe une grande proportion de population analphabète. Cette situation d'ignorance généralisée profite à quelques-uns qui s'adonnent à la pharmacopée, à la sorcellerie et des fois, une grande partie de la population affirme que la guérison est procurée par ces braves gens. Les guérisseurs (*ba rumenyi*) se multiplient de plus en plus et détournent souvent une partie des patients chez eux. Raison pour laquelle, le taux de mortalité reste très élevé même si aucune étude n'a été réalisée jusqu'à l'heure actuelle.

Faisons remarquer en outre que certaines de ces activités ont un caractère saisonnier. En effet, les maçons ne sont pratiquement actifs que pendant la saisons sèche (*muci*). C'est une saison qui leur est favorable pour la construction des maisons en briques.

Dans l'ensemble, l'étude de la composition socio-professionnelle de la population de la région étudiée comme ailleurs dans le pays révèle la prépondérance des personnes s'occupant exclusivement de l'agriculture. En effet, la base chiffrée fournie par le recensement de 1990[1] en dit davantage.

Tableau n°10: Population active résidente de 10 ans et plus selon les groupes professionnels et le sexe.

Sexe	Total	G1	G2	G3	G4	G5	G6	G7	G8	G9	G0
Masculin	5 877	-	1	68	10	22	5 440	36	3	264	33
Féminin	7 303	-	-	8	1	-	7 270	1	-	1	22

[1] Ministère de l'intérieur et du développement des collectivités locales, bureau central de recensement GITEGA, **résultats définitifs de la province RUTANA**, pp. 167-168.

g. Commentaire du Tableau n°10.

Groupe 1 : Les membres des corps législatifs, cadres de la fonction publique.
Groupe 2 : Professions intellectuelles et scientifiques.
Groupe 3 : Les professions intermédiaires.
Groupe 4 : Les employés administratifs.
Groupe 5 : Les vendeurs et personnel des services privés.
Groupe 6 : Travailleurs de l'agriculture et pêche.
Groupe 7 : Les artisans et ouvriers des métiers.
Groupe 8 : Conducteurs d'installation et de machine.
Groupe 9 : Les manœuvres et ouvriers non qualifiés.
Groupe 0 : Travailleurs non classés selon la profession.

Au regard du tableau, il se dégage un certain nombre de réalités socio-économiques évidentes. En effet, sur une population résidente de 5 877 de sexe masculin, 5 440 exercent des activités agricoles, soit un peu plus de 92,5 %, le G1 représente 0 %, le G2 : 0,01%, G3 : 1,5 % , G4 : 0 ,17 % G5 : 0,37 %, G7 : 0,061%, G8 : 0,05 %, G9 : 4,49 %, G0 : 0,56 %. De toute évidence, nous aurons remarqué que les activités agricoles se sont taillées la part du lion comme le montre les différents pourcentages ci-dessus.

Au sein du groupe féminin, il ressort que certains groupes professionnels y sont quasiment inexistants. Ce sont en l'occurrence les G1, G2; G5 et G8. Cela est dû à l'extrême analphabétisme caractérisé chez le monde féminin de la région. Les agricultrices sont au nombre de 7 270 sur un total de 7 303, soit 99,5%. Le cas présent démontre à suffisance que la zone d'étude est assiégée par un sous-développement à outrance et l'appauvrissement quotidien des terres de culture.

II.3. LA DYNAMIQUE INTERNE DE LA POPULATION.

II.3.1.La fécondité.

De l'avis de Roland PRESSAT, la fécondité est « le résultat de la procréation des hommes et des femmes ou des couples d'une population. Elle est fonction du nombre de mariages, de l'âge au mariage, de l'accessibilité et de l'emploi des contraceptifs, du développement économique ; de la condition des femmes sur le plan de l'évolution, de l'âge et du sexe de la population[1] ».

[1] Roland PRESSAT, **l'analyse démographique, concepts, méthode, résultats**, p.207.

Notons que la fécondité n'est pas la même pour toutes les tranches d'âges. En effet, il y a des tranches qui accusent un taux élevé de naissances. Comme les tranches [20-24], [25-29], [30-34], principalement.

Le tableau n°11 : L'état des naissances par tranches d'âge 1997 - 2002.

Tranche d'âge	**15 -19**	**20 - 24**	**25 - 29**	**30 - 34**	**35 - 39**	**40 - 44**	**45 - 49**	**50 et +**
Total : 4 165	59	1 000	1 600	1 320	64	56	46	20
Pourcentage	1,4	24	38,4	31,6	1,5	1,3	1,1	0,4

Source : Tableau réalisé à partir des rapports mensuels d'état-civil.

De ce tableau, il ressort quelques considérations. La quasi-totalité des naissances se concentrent dans les tranches d'âges de [20-24], [25-29] où la fécondité est maximale et [30-34] essentiellement. Le cas présent découle des mariages précoces rencontrés dans la région du KUMOSO en général et en commune GITANGA en particulier. Les « *Bamoso* » n'aiment pas pousser leurs études loin, un bon nombre les arrêtent au niveau de l'école primaire et s'activent directement dans le petit commerce pouvant leur procurer de l'argent. La monétarisation de l'économie permet aux jeunes de participer facilement au financement de leur mariage tant au niveau de la dot que des frais accessoires.

Les habitants de GITANGA, comme d'ailleurs tous les Barundi ont des valeurs séculaires aux quelles ils s'attachent de nos jours. Parmi ces valeurs, nous trouvons la fécondité. Les Barundi aimaient et aiment avoir beaucoup d'enfants pour plusieurs raisons ; l'enfant est le fait de la fécondité et tout Murundi y était attaché d'une façon remarquable. Comment les gens de cette commune conçoivent la place de l'enfant dans la société? Quelles sont leurs attitudes envers la fécondité? Telles sont quelques unes des questions auxquelles nous allons répondre.

a. Les motivations culturelles.

Comme dans beaucoup de sociétés à dominante agraire, la famille est perçue comme garantie à la fois de la production vivrière et du prestige social. Aussi trouve-t-on dans la tradition burundaise en général et à GITANGA en particulier ces expressions: « *Kuvyara benshi, ab'urupfu n'ab'ugusigarana* »: Littéralement, « faire beaucoup d'enfants pour qu'il y ait des survivants » « *umwana umwe, nta mwana* »; littéralement, «l'enfant unique, point d'enfant ».

Il faut dès lors avoir beaucoup d'enfants pour contrecarrer la mortalité ; honorer la tradition des ancêtres. Plusieurs dictons expliquent la place de Dieu dans la fécondité d'une famille « *umwe wese afise igitigiri imana yamwandikiye* », littéralement , « chacun a le nombre d'enfants que Dieu lui a prédestiné » ; « *Kuvyara n'itegeko ry'Imana* », littéralement « procréer, c'est le devoir de Dieu » ; « *Kuvyara si ibintu wigirira* », « la procréation, n'est pas le propre de l'homme ».

b. Les motivations socio-économiques.

La littérature orale burundaise associe richesse et fécondité et ces termes vont de pair. La première richesse est la fécondité ; la richesse en terres, en biens, vient l'étayer. Souvent, on dit « *à quoi lui sert toute sa richesse, s'il n'a pas d'héritiers* ». De plus, l'enfant étant également un atout dans la production familiale ; la charge qu'il représentait dans les premières années étant largement compensée par l'aide qu'il apporte à ses parents.

Il ressort de toutes ces considérations que l'enfant apparaît comme la pierre angulaire de tout l'édifice familial burundais. En effet, ce serait pour tout individu de commettre un grave manquement à la culture que de renoncer à avoir des enfants ou d'en vouloir réduire le nombre. L'enracinement de la valeur de la fécondité dans la culture tient au fait que l'enfant a un rôle économique bien défini au sein de la cellule familiale , pour l'aide qu'il doit apporter à ses parents.

c. Le service de maternité du centre de santé de GITANGA.

Selon l'entretien que nous avons mené avec le titulaire du centre de santé et les différentes visites effectuées au sein de ce centre de santé, le constat est alarmant. Le centre ne dispose d'aucun matériel qui est à la hauteur de la tâche ; comme solution de rechange, on a décidé de former des sages-femmes qui sont au nombre de 20 actuellement afin d'assister les femmes qui éprouvent le besoin d'accoucher chez elles. Le tableau suivant l'explicite davantage.

Tableau n°12 : Evolution de maternité (1997-2002).

Années	Nombre d'enfants accouchés	Décès
1997	10	2
1998	14	1
1999	16	3
2000	15	4
2001	20	6
2002	22	4
TOTAL	**97**	**20**

Source : Tableau réalisé sur base des rapports annuels du centre de santé.

Notre tableau est révélateur. Le service de maternité reste inopérant ; en témoignent les chiffres ci-dessus. Pour ce faire, les femmes enceintes doivent parcourir plusieurs kilomètres pour regagner les centres de santé ou hôpitaux environnants soit à RUTANA, MAKAMBA et RUTOVU avec des risques d'avorter le plus souvent. Une autre partie des femmes, au lieu de faire des consultations régulières de maternité autant que possible, s'aventurent à prendre des médicaments pour assurer à l'enfant une bonne santé. Ceux-ci sont de différentes sortes et guérissent diverses maladies. Il y a d'abord les médicaments dont la future mère boit la décoction (**uruzira, umubebe...**) ensuite ceux dont elle mange la poudre après les avoir séchés (**umukarakara, umuhongoro...**) et enfin, ceux dont elle mange les cendres après les avoir séchés et brûlés (**umunazi, umweya...**) Cette situation mérite une correction dans les meilleurs délais, au cas contraire, elle risque d'entraîner un « bourbier humain ».

Il serait hasardeux d'étudier la fécondité sans évoquer le taux brut de natalité qui est le « rapport des naissances vivantes d'une année à la population moyenne de cette année et, plus généralement le rapport des naissances vivantes d'une période au nombre correspondant de personnes années durant la période[1] » En 2002, ce taux est de 24 $^{0}/_{00}$. Donc, 24 naissances pour 1 000 personnes.

Une telle mentalité consistant à aimer tant les enfants jusqu'à vouloir engendrer le maximum, peut-elle continuer à subsister à une époque où l'enfant commence à coûter cher ? Si même les terres ne manquent pas encore dans cette zone, elles finiront par se faire rares. Déjà, les savanes sont de plus en plus dévastées par les gens du BUTUTSI et du KIRIMIRO qui émigrent.

Si on doit un jour protéger ces gens contre le fléau de la surpopulation, quelle méthode va-t-on adopter? Va-t-on parler de limitation des naissances dans une société aussi farouchement attachée aux enfants ? Ce problème est d'autant plus inquiétant que l'école qui est généralement à la base des changements de mentalités n'est pas suffisamment répandue dans cette zone.

II.3.2. La nuptialité.

Francis GENDREAU attire notre attention sur le concept de mariage. Celui-ci pose de nombreux problèmes car ses formes en sont multiples[2] : mariage civil (célébré par l'autorité civile et donc enregistré à l'état civil) ; mariage coutumier (célébré selon les règles de la coutume), union libre (instaurée sans aucune formalité ou célébration) ; Lévirat (forme de mariage préférentiel d'une veuve avec un membre de la famille du défunt) ; mariage monogame ou polygame,.... Ces formes sont déterminées par le système familial et l'environnement social commun.

Parmi ces différentes formes, l'union libre est la plus pratiquée en commune GITANGA comme le montre les données du tableau n°13.

[1] R. PRESSAT, **op. cit.**, p. 245.
[2] F. GENDREAU, **la population de l'Afrique, manuel de démographie**, p. 242.

Tableau n°13 : Etat de nuptialité en commune GITANGA.

Années	Population totale	Mariages contractés	T.B.N.
1997	29 079	114	3,9
1998	29 591	143	4,8
1999	30 179	160	5,3
2000	30 846	183	5,9
2001	30 968	200	6,4
2002	32 086	209	6,5

Source : Tableau réalisé sur base de données des registres d'actes de mariages.

Au regard du tableau, il y a lieu de tirer quelques conclusions,. En effet, les jeunes gens de GITANGA se marient en plus grand nombre et précocement. Cependant, ils ont l'habitude de le contracter sans se faire enregistrer à la commune. Ensuite, il y a une absence réelle de motivation à déclarer les événements relatifs à l'état civil. En effet, la distance vers le centre d'enregistrement reste encore assez longue malgré la récente réorganisation administrative qui vient de diviser la commune en trois zones.

Enfin, le manque de disponibilité d'agents communaux, causée par un certain cumul de fonction dans certains services (exemple, l'octroi de la carte d'identité par l'état-civil est venu le surcharger davantage), l'instabilité du personnel affecté à ce service,...aggravent aussi la situation. D'où l'union libre reste la plus pratiquée sur l'étendue de la commune.

En ce qui concerne le mariage justement, les jeunes candidats au mariage faussent expressément l'âge en le surestimant lors de l'obtention de la carte d'identité.

Malgré ces données douteuses, qu'il nous soit permis de calculer le taux brut de nuptialité (T.B.N.) qui est un « rapport des mariages d'une année à la population moyenne de cette année et plus généralement, le rapport des mariages d'une période au nombre correspondant de personnes -années durant la période[1] ». Ce taux était estimé à $6,5^{0}/_{00}$ en 2002.

Faisons remarquer également que tous les candidats au mariage étaient âgés de 18 à 25 ans. Une tranche d'âge qui ne laisse pas susciter des doutes quand on sait que la corruption des agents communaux est très forte. Aussi faut-il préciser que la nuptialité dépend somme toute de quelques influences dont : l'âge au mariage, les écarts d'âge épouse/époux et les variations saisonnières.

a) L'âge au mariage.

Situé dans une région rurale et où le taux d'instruction est le plus bas du pays, un besoin de main d'œuvre se fait toujours sentir. D'où l'âge au premier mariage est toujours précoce. Ce dernier influe sur la fécondité. Quelques témoignages émanant même de l'état-civil avancent les chiffres de 17 - 18 ans pour tous les candidats au mariage . Cette situation découle de la corruption exagérée à l'endroit des agents de l'état civil. D'aucuns s'accordent que le niveau d'instruction a une influence certaine sur la nuptialité, l'âge moyen au mariage s'élève avec le nombre d'années passées à l'école. Or, notre zone d'étude incarne un analphabétisme poussé à outrance.

b) Les écarts d'âge entre époux.

La différence d'âge entre époux augmente lorsque le niveau d'instruction du mari augmente. A y regarder de plus près, cet écart d'âge reste insignifiant et le plus souvent, les époux se marient presque à égalité d'âge. De plus, la disponibilisation de la dot qui risquerait de ralentir la vitesse est des fois ignorée ou quasiment absente.

c) Les variations saisonnières des mariages.

La variation saisonnière des mariages nous renseigne sur l'intensité des mariages contractés mensuellement. En parcourant les différents registres d'actes de mariages, le constat est que les mois d'août, septembre, octobre et novembre constituent la saison des noces par excellence. En effet, c'est pendant la saison sèche que les différents préparatifs relatifs au mariage se déroulent normalement sans risque d'être perturbés.

[1] R. PRESSAT, **op. cit.**, p. 247.

Mieux encore, c'est la période pendant laquelle la bière locale (*urwarwa*) est en abondance et consécutivement avec la fin du travail dans les fonds de vallées. Il y a un répit, un repos qui permet aux gens de penser à autres choses.

d) La mortalité.

A n'en pas douter, les morts restent vénérés dans notre société. Ceci fait que les déclarations des morts deviennent une action pénible pour les déclarants. Les chercheurs sont obligés chaque fois de travailler sur de fausses données ou incomplètes et partant, l'étude devient erronée. La mortalité a quand même reculé sur tout le territoire national depuis que le pouvoir colonial a combattu les maladies épidémiologiques telles que la lèpre, le pian, la variole et bien d'autres. D'autres ont persisté jusqu'à l'heure actuelle notamment : le paludisme, les maladies diarrhéiques, les maladies respiratoires, l'hépatite infectieuse, mais qui, heureusement, continuent d'être combattues dans le cadre de la politique nationale de santé des gouvernements actuels. Ce dernier groupe de maladies est fréquemment rencontré dans notre zone d'étude, en tête le paludisme.

La disparition des causes conjoncturelles de la mortalité telles que les famines et les épidémies mais aussi des causes structurelles grâce à l'amélioration de l'hygiène, des soins de santé et de la nutrition a fait régresser considérablement le taux de mortalité. Mais d'autres ont accéléré leur cadence telles que celles liées à la malnutrition: le kwashiorkor, manque de vitamines, de protéines,... Toujours est-il vrai que la quantité des aliments reste suffisante, toutefois leur qualité fait toujours défaut.

Faute d'une base chiffrée, nous nous sommes contentés de maigres informations recueillies, soit auprès de l'agent d'état-civil, soit auprès du titulaire du centre de santé comme quoi le taux de mortalité infantile reste inférieur à celui de la mortalité juvénile, pour raisons : les bébés se nourrissent du lait maternel qui est très riche pour la constitution du corps du nourrisson ; au lendemain du sevrage, la malnutrition et partant les maladies carentielles provoquent beaucoup de décès de petits enfants.

En corollaire, il existe des variations saisonnières de la mortalité. En effet pendant les fortes pluies, on enregistre beaucoup de morts de moins d'un an. Ces décès surviennent pendant la période des grands travaux ou sont causés par des maladies comme la rougeole et la coqueluche.

En dehors de toutes ces informations verbales, nous disposons d'une base chiffrée qui va nous permettre de calculer le taux brut de mortalité, qui est le « rapport de décès d'une année à la population moyenne de cette année et plus généralement, rapport des décès d'une période au nombre correspondant des personnes de moins d'une année durant la période[1] ».

Tableau n° 14 : Evolution du taux brut de mortalité.

Années	M	F	Total	T.B.M.	Population totale
1997	64	53	117	4,02	29 079
1998	80	59	139	4,6	29 591
1999	51	35	86	2,8	30 179
2000	67	68	135	4,3	30 846
2001	87	75	162	5,2	30 968
·2002	79	76	155	4,8	32 086

Source : Rapports annuels de l'état-civil en commune Gitanga.

A la lumière de ces statistiques, le taux brut de mortalité en 2002 est de $4,8^0/_{00}$. A n'en pas douter, ce taux est critiquable. La déclaration des morts reste chose pénible ; ce qui fait que la plupart des cas de décès ne sont pas enregistrés.

En conclusion, il est important de savoir que dans le pays en général et en commune GITANGA, le niveau général de la mortalité est influencé par le niveau de la mortalité infantile, c'est-à-dire la mortalité avant un an. Parmi les causes de ce taux élevé, il faut signaler la déficience de l'hygiène post-natale, de l'alimentation déséquilibrée des nourrissons, de l'eau impropre à la consommation qui provoque des diarrhées, de la déshydratation,....

II.4. LA DYNAMIQUE EXTERNE DE LA POPULATION.

II.4.1. La migration.

Ce phénomène démographique est défini comme un déplacement ayant pour effet de transférer la résidence de l'intéressé d'un lieu d'origine donné à un lieu de destination donné. La considération d'un territoire donné conduit à définir entre autre concepts l'émigration et l'immigration.

[1] R. PRESSAT, **op . cit.**, p. 245.

Ces mouvements de population ne sont pas perceptibles dans notre zone d'étude actuellement. Seules les femmes migrent par suite des mariages et s'installent sur la colline du mari.

Le tableau n° 15 : Etat d'immigration et d'émigration.

Années	Immigration		Emigration	
	M	F	M	F
1997	6	15	0	11
1998	0	20	0	13
1999	0	18	0	18
2000	0	19	0	14
2001	0	32	0	15
2002	0	43	0	10
TOTAL	**6**	**147**	**0**	**81**

Source : Rapport annuel de l'état-civil en commune Gitanga.

Comme le montre bien notre tableau, sur six ans, l'état-civil n'a enregistré que six immigrants et aucun émigrant du sexe masculin. Quant au sexe féminin, 147 immigrants et 81 émigrants ont été enregistrés. Ce sont exclusivement des femmes qui ont contracté leur mariage dans la commune ou en dehors de la commune. Mais, est-il vrai qu'aucune personne du sexe masculin n'a pu émigré vers une autre région? Ce qui est certain, c'est que quand on émigre, on ne le déclare pas sauf pour des raisons de mariage. Bien plus, l'administration communale signale des départs vers la commune de KAYOGORO, précisément dans la zone de NYENTAKARA, sans toutefois les quantifier.

Pouvons-nous alors conclure que la population de GITANGA est un peuple casanier, qui ne s'expatrie pas, amoureux de ses champs et de ses collines? Nullement pas, il n'est peut être pas averti des possibilités de mieux-être existant ailleurs. Le dernier recensement général de la population et de l'habitat du 15 au 16 août 1990 nous ont permis d'analyser à fond le phénomène d'immigration. A titre de rappel, sachez que ce recensement nous a fourni un effectif total de 24 814 habitants avec 12 762 du sexe féminin et 12 052 du sexe masculin. Parmi ceux-là, 21 586 sont natifs de la province de RUTANA, soit 87,3%.. Le reste étant partagé par d'autres provinces et constitue la partie des immigrants ; soit environ 12,7%.

Pour être davantage concis, nous avons souhaité commenter à partir d'une base chiffrée, c'est-à-dire un tableau réalisé à partir des données de ce même recensement de 1990, les résultats définitifs de la province RUTANA. Ce dernier va élucider les différentes origines de la population de la commune de GITANGA par province et par sexe.

Tableau n°16: Population de la commune de GITANGA par province d'origine et par sexe (1990).

Province d'origine	Masculin	Féminin
BUBANZA	3	3
BUJUMBURA	5	-
BUJUMBURA-Mairie	9	6
BURURI	687	1 240
CANKUZO	1	2
CIBITOKE	1	-
GITEGA	353	456
KARUZI	3	-
KAYANZA	3	-
KIRUNDO	-	-
MAKAMBA	124	213
MURAMVYA	38	42
MUYINGA	5	3
NGOZI	-	3
RUTANA	10 807	10 779
RUYIGI	2	3
Etranger	11	12
TOTAL	**12 052**	**12 762**

Source : Tableau élaboré sur base de données du recensement de 1990, résultats définitifs de la province RUTANA pp. 51-52.

A l'analyse du tableau, nous constatons que sur 24 814 habitants, 23 sont nés à l'étranger essentiellement composés de Rwandais, 24 791 habitants sont nés au Burundi dont 21 586 personnes nées à RUTANA et y résident encore. Mieux encore, la répartition de cette population selon la province de naissance laisse voir que 4 provinces ont plus émigré que les autres dans GITANGA. Il s'agit des provinces BURURI, GITEGA, MAKAMBA et MURAMVYA. Ces différents déplacements sont motivés par une recherche intense des terres arables pour les cultures d'une part et les pâturages pour les troupeaux d'autre part.

Ces émigrants sont localisés dans la zone KINZANZA principalement. A notre sens, la proximité joue également un grand rôle. En effet, ces différentes provinces avoisinent la province RUTANA en général et la commune GITANGA en particulier. A ce propos, il est facile de faire des navettes ou des va-et-vient à travers ces provinces.

Nous pouvons en conclusion, affirmer que la commune GITANGA est une zone d'immigration. Cependant, actuellement le nombre croissant de la population, l'exiguïté des terres et partant le manque des pâturages pour les troupeaux ont fait que ce phénomène d'immigration y soit devenu impraticable de nos jours (cf. le tableau n°15).

II.5 LES PREFERENCES RELATIVES A LA DIMENSION DE LA FAMILLE.

II.5.1. Résultats d'enquête sur terrain.

En faisant cette enquête au mois d'août 2003 sur la colline KAZEBA, notre objectif répondait essentiellement à deux préoccupations: la première était de vérifier si la population de GITANGA était consciente de l'évolution galopante de la population burundaise. La seconde concernait la connaissance et la pratique de la contraception par les femmes. Notre enquête a porté sur 30 personnes dont 20 femmes et 10 hommes de 20 ans et plus ; tous analphabètes.

A cet effet, quelques témoignages et préférences en rapport avec le nombre d'enfants souhaités de la part des deux parties ont été recueillis.

Le choix de la colline KAZEBA n'a pas été le fait du hasard : elle est située aux alentours du chef-lieu de la commune et la présence de certaines infrastructures sociales en l'occurrence le centre de santé, l'école primaire et secondaire, le centre de négoce, le bureau de l'état-civil. Ce qui fait que c'est un milieu régulièrement fréquenté. De plus, restaurants et cabarets cohabitent. Ces derniers attirent un monde important surtout pendant les jours de marché (jeudi et dimanche).

a) L'information sur l'explosion démographique.

La question majeure qui est revenue chaque fois était de savoir « combien d'enfants voulez-vous? » Auprès d'un échantillon de trente personnes, le consensus était la réduction de la progéniture jusqu'à 5 enfants ; mais le doute planait au niveau de la mortalité infantile.

Un enquêté répondant au nom de NINDORERA Gaspard[1] argumentait de cette façon-ci « *naho tuvuga batanu gusa, turakunda kubabura bakiri bato* ». Littéralement « même si nous avançons le chiffre de 5 enfants seulement, le taux de mortalité infantile reste élevé ».

En essayant de comprendre donc leurs arguments, on sent réellement qu'ils veulent une grande progéniture afin d'équilibrer les décès. Malgré ces petites réticences, le monde masculin reste conscient du danger de l'augmentation exponentielle de la population.

Quant à la population féminine, 60% des femmes enquêtées étaient favorables à une grande progéniture. Toutefois, les jeunes mariées étaient disposées à limiter leurs naissances.

Au travers de ces différents témoignages, nous pouvons admettre que cela découle de la sous information sur notamment les avantages d'un planning familial réussi. Aussi, faut-il ajouter que le taux d'instruction très bas chez les femmes complique la situation. La femme en milieu rural semble toujours désirer une grande progéniture qui constitue une main d'œuvre pour les travaux domestiques, étant donné que c'est elle qui s'occupe plus de ces travaux, contrairement à l'homme touché essentiellement par le problème économique.

b. Connaissance et pratique de la contraception par les femmes.

L'enquête avait pour but ultime de vérifier si réellement les femmes et les filles étaient au courant de l'utilisation des méthodes contraceptives en vigueur en l'occurrence la pilule, l'injection, le stérilet et le préservatif. 40% de ces femmes n'en savaient rien, c'est-à-dire les plus âgées alors que les 60% représentées par les moins âgées étaient au courant. Quant aux hommes, l'ignorance de ces méthodes était totale.

[1] NINDORERA Gaspard (**Agriculteur**), KAZEBA le 4/8/2003.

Ils argumentaient en disant que la contraception reste l'apanage des seules femmes ; qu'ils n'en ont pas besoin. Cependant, ils avouent y recourir dans un proche avenir. La vulgarisation de ces méthodes finira par se consolider à travers toute la commune

A cet effet, l'implication est d'autant plus importante qu'elle doit s'accompagner d'une politique de population concrète: celle de formation des vulgarisateurs à travers toutes les collines et l'équipement du centre de santé. Nous avons remarqué aussi que même les contraceptifs sont quasiment absents dans les stocks du centre de santé. Ce qui porte gravement atteinte à la sécurité sanitaire. La pandémie du SIDA est présente dans la région, mais l'usage du préservatif reste carrément ignoré. Quel développement ? Quel avenir ?

En définitive, rappelons que GITANGA fait partie des 10 communes les moins densément peuplées du pays. Tout au long de ce chapitre, nous avons essayé de montrer comment les effectifs ont évolué certes lentement avec un taux de croissance annuel de 2,7%. Cependant, cette population reste inégalement répartie. En effet, l'altitude reste le facteur indéniable de cette répartition. La zone déprimée affiche des densités records, tandis que la zone haute occupée essentiellement par un relief montagneux reste la moins humanisée de toute la commune. Quant à la structure et la composition de la population, nous constatons que les effectifs ne sont pas du tout décalés. Comme partout ailleurs dans le pays, la grande majorité de la population étant jeune : les moins de 15 ans représentent environ la moitié, ce qui fait que le taux de dépendance soit élevé. Concernant les mouvements migratoires, en l'occurrence l'immigration et l'émigration, ils restent quasiment absents. La circulation des biens et services est faible dans la région à cause du manque criant d'infrastructures de communication. La circulation de la monnaie reste handicapée car il n'y a pas moyen d'échanger.

Dans le temps (1975-1985), la commune était considérée comme une terre d'accueil des immigrants en provenance des provinces limitrophes comme : BURURI, GITEGA, MAKAMBA et MURAMVYA dans une moindre mesure. De nos jours, ce phénomène tend à s'estomper à cause de la démographie galopante consécutivement à l'exiguïté des parcelles (*amatongo*). Signalons néanmoins que ce phénomène migratoire touche uniquement les femmes à des fins de mariage.

CHAPITRE III: LES ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES.

De tout temps, le développement socio-économique d'une commune émane des initiatives diverses provenant des différents acteurs dont la population, l'administration et surtout ses ressortissants « éclairés » ou intellectuellement formés qui aident, guident et accompagnent les différents partenaires dans le processus de développement proprement dit de la commune. Dans le cas contraire, l'absence ou le relâchement de l'un des acteurs dans le suivi de ce processus affecte ipso facto la vie de toute la commune.

III.1. LES ASPECTS SOCIAUX.

III.1.1. Les infrastructures scolaires.

L'ignorance, le premier ennemi de l'homme sévit encore et de manière prépondérante en commune GITANGA. Cette situation découle d'un certain nombre de facteurs. En effet, la commune vient d'être dotée d'une école secondaire très récemment en 1998 ; avec une insuffisance criante de matériel et de formateurs. Ainsi, de tous les enseignants de l'école, un seul professeur qui assure en même temps la direction de l'école a les qualifications requises pour enseigner à l'école secondaire.

Cet état de fait est également imputable soit aux parents récalcitrants qui ne payent pas les frais de scolarisation, soit à l'Etat qui a tardé à construire des écoles à tous les niveaux. De surcroît, le fait que beaucoup de parents n'envoient pas leurs enfants à l'école reste un grand handicap à la scolarisation dans cette commune. La plupart des enfants n'arrivent pas à franchir le seuil de l'école primaire et pour certains, c'est la fin de leur aventure scolaire.

a)Situation de l'Ecole Primaire.

Jusqu'en 1972, très peu de natifs de GITANGA avaient fait des études. Les rares intellectuels qui existaient à cette époque avaient fréquenté l'Ecole Normale de RUTOVU, qui avait bénéficié de l'appui missionnaire canadien. Après les événements de 1972, il ne restait qu'une seule école. Avant cette date, il y avait deux écoles primaires en l'occurrence celle de GAKWENDE qui avait un cycle complet et celle de GITANGA, au chef lieu de la commune, qui n'arrivait à peine qu'en troisième année.

Il va sans dire que ceux qui avaient la chance de réussir, poursuivaient la quatrième année soit à MUHWEZA à
25 km ; soit à RUTANA à 20 km ; soit à RUTOVU à 35 km. La condition sine qua non était d'avoir une parenté tout près de la localité et tout le monde n'avait pas cette chance. Ainsi, la plupart des enfants étaient acculés à rester sur leurs collines. Et la conséquence de tout cela est que presque toute la population est paysanne et vit dans un analphabétisme complet.

Bien plus, cette zone excelle dans certaines pratiques ancestrales. Dans la décennie 1970-1980, la polygamie battait le plein. Toutefois, cette pratique a considérablement diminué grâce à la politique lancée par la deuxième république contre ce comportement illégal.

Dans les faits, l'école est le meilleur moyen d'introduire les idées modernes de santé, de nutrition, d'hygiène, de protection de l'environnement et de l'agriculture,... La situation va se décanter en 1988 avec la création de deux directions primaires en l'occurrence celle de GITANGA et de GAKWENDE.

A partir de l'année 1990, on va assister à un accroissement des écoles primaires un peu partout dans la commune avec une nouvelle donnée, le manque d'enseignants, aggravé par le départ des Rwandais. Toutefois, on va observer une certaine résistance pour ce qui concerne la fréquentation assidue à l'école. Les effectifs des élèves en première année par direction qui nous sont fournis en disent long. Des fois, l'autorité locale épaulée par l'autorité provinciale brandissent des menaces en vue d'acculer les parents et les enfants à aimer tous l'école, la seule voie de sortie du sous-développement. Cette contrainte étatique ne résout absolument pas ce retard intellectuel. En effet, les parents prétextent qu'ils sont pauvres, démunis et après refusent sourdement d'accomplir leur devoir, à savoir le payement des frais de scolarité. Après trois années d'études primaires, l'enfant met fin à sa vie d'écolier.
De nos jours, cinq directions scolaires ont déjà vu le jour comptant au total 13 écoles, ce qui est insignifiant lorsqu'on compare cet effectif avec celui des communes voisines notamment RUTOVU et RUTANA. La situation du Canton 2002 - 2003 nous fournit un effectif médiocre des enfants de 6 ans à 10 ans inscrits en première année. C'est ainsi qu'on dénombre 586 écoliers pour un total de 32 124 habitants[1] . Le tableau ci-après l'éclaire davantage.

[1] **rapport annuel d'état – civil 2002.**

Tableau n°17: Effectifs des élèves inscrits en 1ère année par direction (2002-2003).

Direction	6 ans			7 ans			8 ans			9 ans			10 ans			T		
Sexe	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Gakwende	12	10	22	35	22	57	14	12	26	5	0	5	0	0	0	66	44	110
Gitabi	19	17	36	45	37	82	20	10	30	6	1	7	1	0	1	91	65	156
Gitanga	9	9	18	63	50	113	18	11	29	4	7	11	3	2	5	97	79	175
Nyabikenke	2	4	6	13	11	24	15	17	32	12	6	18	9	2	11	51	40	91
Nyakuguma	0	0	0	14	14	28	10	11	21	3	2	5	0	0	0	27	27	54
Total/Canton	42	40	82	170	134	304	77	61	138	30	16	46	13	4	17	332	255	586

G: Garçons F: Filles T: Total

Source : Rapports du canton scolaire de GITANGA (2002 - 2003)

A la lecture du tableau ci-dessus, il ressort que les enfants commencent l'école très tardivement, à l'âge de 10 ans pour certains. Nous les rencontrons dans les directions de GITANGA, NYABIKENKE essentiellement. Cet état de fait peut avoir des retombées négatives. C'est ainsi qu'un enfant de 10 ans en première année peut abandonner l'école facilement. Il n'a plus le courage, l'assiduité ou tout simplement la détermination. De temps en temps, il est tenté de faire l'école buissonnière ; ce qui décourage et les parents et l'enseignant.

Le choix des enfants de première année seulement n'a pas été fait au hasard. En effet, nous avions l'intention de démontrer que le déficit de scolarisation au sein de la population en général et des enfants en âge scolaire est imputable aux parents ou aux enfants eux-mêmes. En confrontant les informations fournies par notre tableau et celles de terrain, nous remarquons sans risque de nous tromper que l'abandon ou tout simplement le manque d'engouement pour l'école prennent toujours de l'ampleur parce que les enfants sont perçus comme une main-d'œuvre potentielle.

De surcroît, le chef-lieu de la commune n'est pas un centre administratif ou d'affaire au sens vrai du terme. Très peu de fonctionnaires oeuvrent là-bas. A part l'administrateur et quelques agents communaux, la quasi-totalité des employés sont pour la plupart des enseignants de l'école primaire et des non qualifiés qui enseignent au collège communal de Gitanga. Les enfants n'ont pas de modèle, de motivation, d'ambition de pousser loin les études parce qu'ils considèrent que celle-ci ne valant rien, le mieux à faire serait de s'occuper des travaux champêtres, d'autant plus que les rares « intellectuels » présents sont mal payés.

Ils se procurent rarement d'une bière primus, se contentent seulement de la bière locale. En fin de compte, pour un observateur avisé,
il n'y a guère de différence de niveau de vie entre « intellectuels » de la commune et le reste de la population. C'est ainsi que les enfants ne font que s'enliser dans la médiocrité intellectuelle et une pauvreté chronique. Signalons que le canton scolaire de GITANGA compte actuellement 13 écoles réparties sur toutes la commune, 75 classes et 82 enseignants comme le montre le tableau ci-après :

Tableau n°18: Répartition des enseignants par direction et par école.

Direction	**Ecole**	**Nombre de classe**	**Nombre d'enseignant**
GAKWENDE	GAKWENDE	13	15
	CUNDA	4	4
GITABI	GITABI	6	5
	RUKOBE	4	3
	NYAMABUYE	2	2
GITANGA	GITANGA	13	12
	KIREMBA	10	10
	SOKOREZO	3	3
NYABIKENKE	NYABIKENKE	1	3
	NTUKU	6	8
NYAKUGUMA	NYAKUGUMA	6	8
	SAMAHUGE	6	6
	KIVOMA	3	3
T/CANTON	**13**	**75**	**82**

Source : Rapport annuel du canton scolaire de GITANGA (2001 - 2002).

Du tableau ci-dessus, il se dégage une répartition inégale des écoles. En effet, seul le chef-lieu de la commune et le centre de GAKWENDE viennent en tête pour le nombre de classes et le nombre d'enseignants. Les raisons de cet état de fait ne manquent pas. Le centre communal par exemple est en avance en ce qui concerne les infrastructures de logement pour le personnel ; il y a circulation des biens et services.

Quant au centre de GAKWENDE, nous pouvons dire ici que les mobiles sont presque les mêmes. Ce sont évidemment les conditions de vie qui restent possibles. L'école primaire est détenue par l'église protestante ; c'est ainsi que les homes pour les enseignants ont été construits. Aussi faut-il ajouter
la présence d'un centre de négoce important qui procure des recettes à la commune sous forme de taxe. Néanmoins, il existe d'autres secteurs qui éprouvent un besoin pressant des infrastructures scolaires.

Tableau n°19 : les secteurs à réhabiliter en infrastructures scolaires

Secteur	Colline	Emplacement
CIKINGA	CIKINGA	RUBIMBA
KIZANZA	KIZANZA	NDAVA
KAZEBA	GATWARO	KIVUNGO
NYAGISAMBWE	NGOMA	NYARUHONGORE
	GISENYI	GISENYI

Source : Rapport annuel du canton scolaire de GITANGA (2001 - 2002).

Pour la plupart de ces secteurs, ce sont des collines reculées par rapport au chef-lieu de la commune. C'est dire que même les pouvoirs publics représentés dans la commune par l'administrateur y attachent peu d'importance. Il va sans dire également que le manque de suivi, de rigueur chez les instituteurs qui laissent leurs écoliers s'adonner souvent au petit commerce des arachides, des avocats, complique davantage la situation.
Notre analyse serait incomplète si nous n'avions pas songé à montrer comment la répartition des élèves reste inégale suivant les directions et éventuellement d'en déceler les mobiles. Le tableau suivant l'éclaire à suffisance.

Tableau n° 20: Répartition des effectifs par école et par direction.

Direction	Ecole	Nombre de garçon	Nombre de fille
GAKWENDE	GAKWENDE	446	257
	CUNDA	64	43
GITABI	GITABI	259	136
	RUKOBE	123	79
	NYAMABUYE	67	44
GITANGA	GITANGA	391	222
	KIREMBA	250	185
	SOKOREZO	53	32
NYABIKEN KE	NYABIKENKE	78	37
	NTUKU	148	97
NYAKUGU MA	NYAKUGUMA	171	122
	SAMAHUGE	69	45
	KIVOMA	51	33
T/CANTON	**13**	**2 170**	**1 332**

Source : Rapport annuel du canton scolaire de GITANGA (2001 - 2002).

Le tableau ci-dessus montre une nette inégalité dans la répartition des écoliers suivant les directions scolaires. C'est ainsi que la direction de GAKWENDE et de GITANGA occupent des places records dans les effectifs. En effet, GAKWENDE est une région voisine de la commune de RUTOVU ; d'ailleurs, cette même direction accueille des écoliers en provenance des collines avoisinantes : c'est-à-dire MUHWEZA, NYAMABUYE et RUHANDO qui constituent un grand noyau des écoliers de cette direction. RUTOVU est parmi les communes qui accusent un taux d'instruction très élevé du pays par influence alors, les enfants développent un sentiment d'amour de l'école comme leurs voisins de RUTOVU. A elle seule, la direction de GAKWENDE totalise un effectif de 810 écoliers soit 23,14%.

Quant à la direction de GITANGA, il faut rappeler qu'elle est convoitée du fait qu'elle est implantée au chef-lieu de la commune avec des infrastructures scolaires toutes neuves ; un minimum de service est assuré comme les soins de santé primaires pour les enfants. Avec un effectif de 1 133 écoliers soit 32,37%, elle occupe la première place dans toute la commune.

Par contre NYABIKENKE, une région se trouvant aux confins des chaînes de montagnes de NYARUGANDA et de MUSENO, très isolée, difficilement praticable, affiche un effectif très médiocre. Il y a un relâchement net dans le suivi et l'encadrement des enfants. D'où le fréquent abandon au sein de cette direction. Avec 360 écoliers pour toute la direction, soit 10,28%, NYABIKENKE mérite une sollicitude particulière de la part des pouvoirs publics.

Nonobstant, l'année scolaire 2002-2003 raviva un certain encouragement, un réel espoir. Pour tout le canton scolaire, les effectifs ont considérablement augmenté passant de 3 500 écoliers à 4 218 écoliers. Donc, un surplus de 718 écoliers. Ce qui nous amène à calculer le pourcentage de ce surplus qui est de 20,5%. A coup sûr, cela est l'émanation d'une sensibilisation de longue haleine entreprise par la direction avec l'implication réelle de l'administration communale. Mais, toujours est-il que des réticences ne manquent pas surtout sur les collines reculées du chef-lieu communal où beaucoup de parents pensent que la meilleure solution est d'initier leurs enfants au maniement de la houe. Pour être concret, voyons comment les effectifs ont bougé pour toutes les directions scolaires.

Tableau n° 21 : Situation du canton scolaire (2002-2003).

Direction	Garçons	Filles	Total
GAKWENDE	553	338	891
GITABI	591	325	916
GITANGA	800	493	1 293
NYABIKENKE	275	162	437
NYAKUGUMA	361	320	681
TOTAL/CANTON	**2 580**	**1 638**	**4 218**

Source : Tableau réalisé à partir des données des rapports annuels (2002 - 2003).

Nous pouvons conclure que la commune GITANGA accuse des retards considérables au niveau de l'enseignement primaire. Le même scénario est observé jusqu'à l'enseignement supérieur où nous aurons l'occasion de le montrer dans les lignes qui suivent. Quels remèdes à cet état de fait ? Que les parents sachent que le seul avenir pour leurs enfants reste l'école. La poussée démographique qui est une réalité est venue émietter les terres cultivables, les rendant de plus en plus insignifiantes et improductives.

D'où alors un nouveau revirement ; un changement immédiat de cap. Dans le cas contraire, on va assister à une catastrophe humanitaire. La sensibilisation reste le « bélier » efficace des pouvoirs publics dans le démantèlement de ces opinions enracinées, gravées dans la mémoire d'un bon nombre de la population de GITANGA.

b) L'enseignement secondaire.

Au niveau de l'enseignement secondaire, la commune GITANGA dispose de deux collèges communaux qui fonctionnent tant bien que mal. Il s'agit du collège de GITANGA et celui de GAKWENDE qui vient d'être mis dans la catégorie des lycées communaux. Les premiers lauréats de ce dernier sont actuellement en deuxième candidature de l'Université du Burundi. Créé en 1993 en pleine crise, il a été deux fois saccagé et pillé ; ce qui plongea les élèves et les parents dans le désarroi et le désespoir.

Cependant, comme ce lycée est géré par l'église protestante avec l'aide de la Suède qui a une représentation sur place, il a été vite reconstruit et rééquipé. Le problème épineux dont souffre ce lycée est le manque de professeurs : six professeurs seulement sont à temps plein, d'autres sont des vacataires du lycée voisin, c'est-à-dire de RUTOVU et des fois même du lycée de RUTANA. De nos jours, l'effectif total des élèves est de 290 répartis comme suit :

Tableau n°22 : Effectif des élèves par classe et par sexe du lycée communal de GAKWENDE.

Classe	Garçons	Filles	Total
7ème A	33	17	50
7ème B	36	15	51
8ème	39	35	74
9ème	30	19	49
10ème	19	14	33
1ère N	23	10	33

Source : Données recueillies auprès de la direction (2001-2002).

Comme partout ailleurs dans le pays, l'enseignement est ruiné par le manque de planification véritable rendant à cet effet les études fort lacunaires et sans résultats. En 2001, le Lycée communal de GAKWENDE a ouvert les portes de la première normale sans qu'il y ait au moins un seul psycho-pédagogue.

N'est-ce pas là « un rideau de fumée noire » pour ces enfants ? Heureusement que les autorités communales et provinciales s'évertuent à mettre les choses au clair. L'école étant située dans une zone enclavée avec un manque criant de home, un personnel de tel niveau tarde toujours à souscrire à cette demande.

Quant au collège communal de GITANGA, qui ne compte que quatre classes (7è - 10è) ; les problèmes se compliquent davantage. Un seul professeur est qualifié assurant en même temps la direction sur un total de cinq professeurs. Jetons un coup d'œil sur la répartition des effectifs par classe et par sexe.

Tableau n° 23 : Effectif par classe et par sexe du collège communal de GITANGA.

Classe	Garçons	Filles	Total
7ème A	21	15	36
8ème	27	7	34
9ème	18	8	26
3 classes	66	30	96

Source : Données recueillies auprès de la direction (2002 - 2003).

Signalons que pour cette année scolaire (2003 - 2004) la direction vient d'ouvrir la classe de 10ème année ; une classe à test qui doit faire compétition avec le reste du pays sans outils nécessaires pour un tel « combat ». Il y a de quoi douter sur la crédibilité des résultats attendus. Le centre de GAKWENDE abrite également une école des handicapés, qui a dans ses attributions, l'encadrement des handicapés en leur octroyant du matériel d'adaptation et de réappareillage.

Mieux encore, on leur apprend un bon nombre de métier : la couture, la menuiserie.... Un tel centre est d'une importance capitale dans la région. Il est unique et accueille tous les handicapés de la zone sud. Avec le soutien indéfectible des Suédois et des relations étroites entretenues avec le CNAR (le Centre National d'Appareillage et de Réadaptation) de GITEGA, ledit centre accomplit pleinement les missions si l'on s'en tient aux dires des populations. Il vient en outre d'être doté d'une Jeep LAND ROVER et d'un dispensaire.

Pour ce qui concerne la présence des ressortissants de GITANGA à l'Université et les Instituts d'enseignement supérieur, la commune ne compte pour le moment que 42 étudiants répartis dans toutes les facultés et on dénombre en moyenne trois étudiants par an qui accèdent à l'Université. La

majorité des lauréats des 10èmes s'orientent dans des écoles pédagogiques ou techniques, rarement dans les humanités générales.
En faisant un sondage d'opinion auprès des parents et des élèves eux-mêmes, nous nous sommes rendus compte que l'environnement n'est pas du tout favorable aux longues études, prétextant que les élèves franchissant le seuil du cycle inférieur à un âge avancé, mieux serait d'arrêter leur aventure avant que le scandale ne leur arrive.
D'aucuns pourraient se demander toute une série de questions face à cet état de chose : qu'est-ce qui fait que dans cette commune il y ait une absence réelle de « tradition scolaire », de motivation ? Les disparités actuelles seraient-elles liées à la mauvaise planification du secteur de l'enseignement au Burundi ? Quelle serait dans ce cas la part des pouvoirs publics et comment expliquerait-on les fortes proportions des élèves rencontrés dans la commune voisine de RUTOVU ?

Répondre à toutes ces interrogations revient certes à examiner l'inégalité régionale de scolarisation. En effet, Augustin MARIRO fait remarquer que « jusque ces dernières années, l'implantation des écoles au Burundi a toujours obéi au critère d'implantation des missions religeuses[1] ». Décidément; c'est la mission religieuse ou sa succursale qui s'implante d'abord, suivie ensuite d'une construction d'une école.
Un tel système devient irrationnel sur le plan de la construction des écoles et de la répartition égale de l'offre d'éducation ; d'autant plus que les missions religieuses et leurs succursales étant peu nombreuses et mal réparties.

Ce qui nous importe dorénavant, c'est de montrer que la proximité ou l'éloignement des missions religieuses ont joué un rôle indéniable dans la motivation des élèves et la poursuite des études dans le passé, dans la mesure où elles détenaient seules le monopole de l'éducation et de la culture. Les exemples ne manquent pas à travers tout le pays où nous assistons à une concentration des effectifs scolaires autour des missions religieuses telles que IJENDA KIBUMBU, BUKEYE, MUYAGA, MUGERA, RUTOVU, etc..

Quant à la prédominance des activités agricoles et pastorales, nous remarquons qu'elles ont constitué d'une manière ou d'une autre un frein ou une motivation dans la poursuite des écoles.

[1] A. MARIRO, **De la nation aux ethnies ou la naissance d'une élite tribalisée**, p. 238.

C'est aussi l'idée exprimée par A. MARIRO en ces termes : « Aux facteurs d'insuffisance d'établissements scolaires, de l'inégalité de l'offre d'éducation et l'éloignement par rapport aux centres administratifs, il convient d'ajouter les anciennes pratiques de production qui ont constitué un frein ou un stimulant selon qu'il s'agissait de région ou sous région à dominante agricole ou pastorale[1] »

Logiquement, les parents des régions fertiles ont eu et ont encore tendance à garder la plupart de leurs enfants pendant une longue période au lieu de les envoyer à l'école. Cette dernière n'est pas somme toute perçue comme la seule voie d'échapper à la misère rurale.

Soulignons à toutes fins utiles que ces disparités sont moins prononcées dans les filières courtes du cycle secondaire notamment à finalité professionnelle ou pédagogique. C'est dire que les élèves quittent très tôt l'école pour participer à la production familiale, ou exercer des professions encore proches du secteur rural : la menuiserie, la vulgarisation agricole, etc. Ce qui fait que seul un effectif insignifiant poursuit l'enseignement supérieur ; en témoigne le nombre de 42 étudiants que comptait toute la commune pendant l'année académique 2002-2003.

III.1.2. Les infrastructures sanitaires.

Le secteur sanitaire est parmi les plus fragilisés en commune GITANGA. Il est loin de répondre aux besoins de la population en matière de santé. L'hôpital de RUTANA qui est proche se trouve lui aussi dans un état de vétusté lamentable. il souffre en effet d'un sous équipement en matériel et en médicaments. Cette situation est aggravé par le manque de pharmacie privée ou publique qui serait d'un grand secours à la population qui doit s'approvisionner dans les pharmacies de BUJUMBURA, GITEGA et dans une moindre mesure celle de RUTANA avec tous les problèmes de moyens de transport que connaît la région.

Théoriquement quatre centres de santé sont en place dans toute la commune. Toutefois un seul fonctionne normalement ; c'est-à-dire là où tous les yeux de la population sont braqués pour leurs soins de santé. Il ne suffit pas d'avoir des constructions, il faut également la présence d'un personnel qualifié et compétent, doué d'une conscience professionnelle poussée et d'un sens de responsabilité.

[1] A. MARIRO, **op. cit.**, p. 243.

Avec un taux de fréquentation de 34%[1] ce centre de santé est loin d'accomplir ses missions. Les habitants sont obligés de se faire soigner dans les hôpitaux voisins comme ceux de RUTANA, RUTOVU, KAYOGORO et MAKAMBA.

En outre l'absence du service de maternité fait qu'une partie de la population se tourne vers les « sages-femmes ». On assiste à un taux élevé de morts-nés. En guise de solution à ce problème, une vingtaine de « sages-femmes » viennent d'être formées par l'O.N.G. américain I.M.C. (International Médical corps). C'est ainsi que des gants, des savons, des lampes, sont distribués pour la bonne exécution de ce travail. Selon les rapports mensuels d'activités du centre de santé, les maladies suivantes sont fréquemment rencontrées : la paludisme vient en tête, les maladies diarrhéiques, les infections des voies respiratoires, des douleurs gastriques, du Sida ...
Le tableau ci-après montre la part du paludisme dans les cas de mortalité relevés par le centre de santé en 2002.

Tableau n° 24: Nombre de patients par type de maladie et par mois.

Mois / Maladies	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T/A
Amibiase	18	10	4	36	33	29	26	69	69	66	33	31	424
Maladies diarrhéiques	31	11	12	18	34	23	26	34	21	34	23	16	283
Paludisme	525	258	556	373	424	460	335	560	173	471	273	201	4 609
Infections respiratoires	42	34	57	51	54	31	18	23	27	22	12	20	391
Douleurs gastriques	47	34	40	42	42	27	34	56	60	62	26	40	515

Source : Rapport mensuel d'activité du centre de santé de GITANGA 2002.

Au regard des informations fournies par ce tableau, il est normal que le paludisme tient les records étant donné que notre analyse porte sur une région chaude où l'anophèle a de plus en plus érigé son « domicile ». Les mois de janvier, mars, juin et août battent les records. La situation présente est d'autant plus compliquée que même les médicaments administrés ne sont pas suffisants et des fois les doses sont rarement respectés par les patients. La maladie devient en conséquence chronique. La répartition suivante dénote une insuffisance réelle des infrastructures sanitaires et du personnel soignant qui restent somme toute mal réparties.

[1] Donnée recueillie auprès du titulaire du centre de santé de GITANGA le 6/7/2003

Tableau n° 25: Répartition des infrastructures sanitaires et de leur personnel soignant.

Infrastructures sanitaires	Localisation	Nombre de lit d'hospitalisation	Maternité	Personnel soignant	Autres soignants
Centre de Santé public	Kazeba	7	Une table d'accouchement	3	4
Dispensaire privé	Kinzanza	3	une table d'accouchement	1	4
Dispensaire public	Nyakuguma	2	une table d'accouchent	2	4
Dispensaire privé	Gakwende	6	une table d'accouchent	2	3

Source : Enquêtes de terrain.

Cette rareté des soins de santé pousse les populations à adopter des comportements et pratiques inavoués et même ancestrales.

III.1.2.1. Conception de la maladie et recours aux devins-guérisseurs.

Pour Bernard ZUURE,« Chez un murundi la plupart des maladies sont rarement perçues comme purement organiques ; elles proviennent plutôt des maléfices d'un sorcier, de l'intervention des esprits (*imizimu*) ; esprits des ancêtres, des êtres magiques tels les cornes (*amahembe, ibitega*, ...) »[1] . C'est ainsi que les devins-guérisseurs (*abapfumu*) sont de temps en temps visités, consultés pour la guérison de certaines maladies.

Ces devins connaissent les forces de la nature. Ils peuvent les neutraliser, les orienter dans un sens ou dans un autre, aux fins qu'ils désirent. Mieux encore, ils protègent les gens contre les éléments maléfiques, donnent des renseignements, conseils, des remèdes. Ils sont enfin de compte respectés.

La pratique rendue aux ancêtre (*uguterekera*) sévit encore dans la région ; on rencontre souvent des maisonnettes dans la cour-arrière, la grande caractéristique de cette pratique. Aussi les gens n'ont-ils pas de scrupules à mettre sur leur maison des amulettes (*ibiheko*), soi-disant pour se protéger contre d'éventuels poisons qui, dit-on, viennent dans le vent.

[1] B. ZUURE ; **croyances et pratiques religieuses des Barundi**, p. 118

Nous remarquons avec amertume que chaque homme ou femme (surtout les veuves) doit chercher des médicaments contre le poison à défaut d'être la cible privilégiée ou d'émigrer dans d'autres régions. Les grandes quantités de ces médicaments ainsi que des poisons les plus virulents viennent des régions tanzaniennes de BUHA, MUTABIRA et de KIREREMA. Selon les dires des populations, tout ce mal serait l'émanation des ex-rapatriés de Tanzanie qui le propagent.

III.1.2.2. Signification de quelques maladies couramment soignées.

- INTEZI : Il s'agit d'une maladie provoquée par les esprits des ancêtres suite Au manquement aux cérémonies en leur mémoire. Le malade devient à cet effet un débile.
- IZABANA : Ce sont ces maladies qui frappent les enfants à savoir les éruptions cutanées, la rougeole, .
- IMPANGA : C'est une maladie qui trouble le fonctionnement de l'appareil urinaire et du tube digestif. Ces troubles se manifestent par des douleurs au niveau du bas ventre.

- IYABAJA : C'est une défaillance physique qui se manifeste par une transpiration abondante et par une perte de connaissance

- IBITEGA (maladie maléfique) : C'est une maladie très répandue dans la commune GITANGA. il s'agit des esprits nocifs domestiques[1] que le maléficier (UMUNYABITEGA) envoie chaque fois si le besoin se fait sentir chez son adversaire. Ils se manifestent dans le corps humain comme une collection de plusieurs objets étrangers : morceaux de charbon, de fer, des dents, de pierre, Le patient s'il n'est pas soigné ne tarde pas à mourir. Comme cette maladie devient une réalité, toute maladie est soupçonnée de maléfique; ce qui aggrave le taux de mortalité parmi les populations.

En définitive, le recours à la médecine traditionnelle incarnée par les « *bapfumu* » dans la commune GITANGA ne peut diminuer d'intensité sans hôpitaux et dispensaires en nombre suffisant et équipés. Toutefois tant qu'il y a dans la région la hantise des maléficiers, ce recours risque de devenir une mentalité ; il est encré dan les traditions même de ces gens-là : car même si ces hôpitaux étaient un jour suffisants, cette pratique ne prendrait pas fin pour autant. Soulignons à toutes fins utiles que ces pratiques découlent du degré élevé d'analphabétisme observé parmi toutes les couches de la population. Même si la protection de la santé individuelle ou collective, reste l'un des

[1] A YENGAYENGE, **les maladies au Burundi**, p.33.

objectifs du gouvernement, il lui sera difficile d'accomplir pleinement sa mission et de venir à bout de l'ignorance et de l'incompréhension auxquelles se heurtent les gens de GITANGA. Le chemin est encore long et difficile.

III.2. LES ASPECTS ECONOMIQUES.

II.2.1 Les principaux axes de développement.

Dans une commune rurale comme celle de GITANGA, les habitants ont besoin de travailler d'arrache-pied pour s'assurer de l'autosuffisance alimentaire. Pour réussir un tel pari, ils doivent être assistés par des projets ou des associations à caractère économique. En outre, dans une population en progressive mutation, non seulement se posent les problèmes de la croissance économique, mais aussi celui du développement des infrastructures sanitaires et scolaires. Les jeunes constituent la majorité de la population ; ils ont besoin d'être désenclavés intellectuellement.

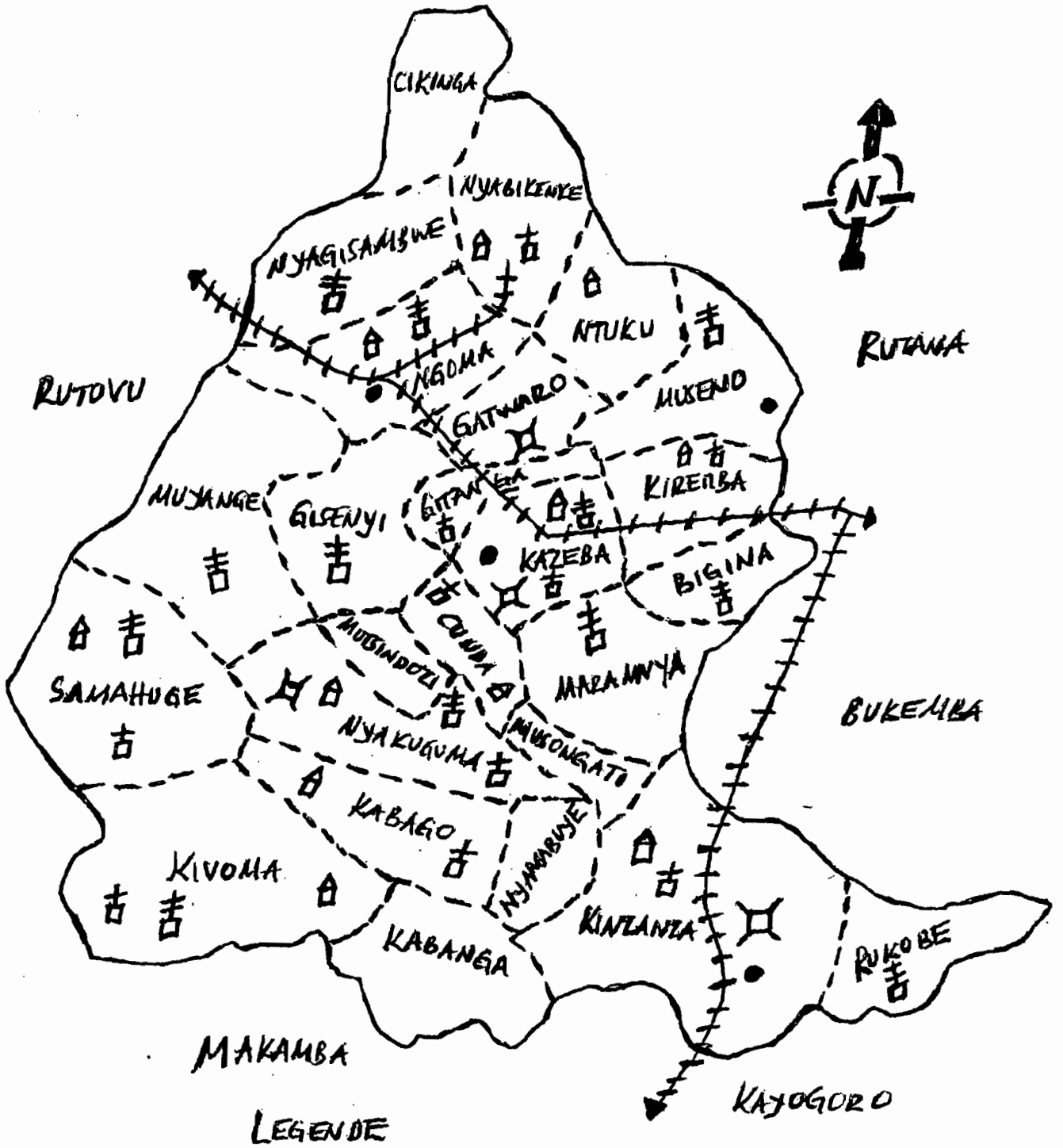
III.2.1.1. Le projet RUTANA.

Le projet RUTANA a vu le jour grâce à l'ancienne société régionale de GIHOFI. Il a démarré ses activités en mai 1988 surtout dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la sylviculture, de l'amélioration des ponts et pistes rurales sans oublier l'adduction d'eau potable. C'est ainsi que la piste de GAKWENDE - GATERENI a été tracée et celle de GAKWENDE - NYABIKENKE et NTUKU.

Quant à la route principale que connaît la commune, reliant la localité de Butare et le centre de négoce de MUHWEZA, elle a régulièrement subi des travaux d'entretien désenclavant à cet effet la commune. Dans le même ordre d'idées, les chaînes de montagnes surplombant le chef-lieu de la commune ont été reboisées. Il s'agit principalement de DURI, CINKWI et NYARUGANDA avec le financement du Fond Européen de Développement (FED).

Soulignons que pendant cette année, le Burundi était l'enfant chéri des institutions de Bretton Woods, le projet RUTANA était largement financé et augmentait ses capacités de développement. Actuellement, le projet RUTANA s'est transformé en D.P.A..E. (Direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage) et presque tous les projets en cours de réalisation ont été arrêtés.

Carte n°4 : LES INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES



Source : Département de la population ; Service de cartographie de GITEGA

a) Les réalisations agricoles.

Le projet RUTANA dans ses principales missions, avaient le souci de moderniser l'agriculture. C'est ainsi qu'un champ de démonstration a été instauré sur la colline de BIGINA. Ce champ modèle a servi de leçon à bon nombre de cultivateurs sur l'importance de l'engrais chimique, des semences sélectionnées en l'occurrence la variété roumania pour le blé, la variété Yunan III pour le riz et enfin la variété Ndinamagara pour la pomme de terre.

III.2.2. Les infrastructures économiques.

1.Les voies de communication.

La commune GITANGA a besoin d'être désenclavée par des routes. Néanmoins aucune route asphaltée n'est présente. Une seule route principale part de la RN7 (BUJUMBURA-Source du Nil - MUHWEZA - GAKWENDE - GITANGA – BUTARE) où elle rejoint la RN 11 reliant RUTANA et MAKAMBA. Les produits exotiques en provenance de BUJUMBURA doivent surtout emprunter la route BUJUMBURA - RUTANA - BUTARE. Les produits déchargés sont ensuite embarqués sur des vélos sur la route en terre menant de BUTARE au chef-lieu de la commune. Il existe aussi d'autres routes de moindre importance. il s'agit celles de :

- MUHWEZA - GITANGA ; BUTARE - GITANGA; RUTANA- GITANGA; GAKWENDE - GATERENI.

Il y a également des pistes de pénétration mais de praticabilité difficile comme celle reliant RUSHEMEZA et KIREMBA. Des arguments fusent de toute part pour expliquer le manque évident de voies de communication : Le relief présente tant de difficultés pour le traçage des routes, qu'il empêche la mise en place d'un réseau de communication fiable. Nonobstant les raisons se trouvent ailleurs. Il y a plutôt un manque réel de volonté parce que la région n'intéresse pas le gouvernement au point de vue économique. A notre sens, le facteur « relief » ne présente aucun problème.

2. Les marchés.

Actuellement, la commune compte trois principaux centres de négoce: GATERENI, GAKWENDE et GITANGA. Ce sont les pourvoyeurs de la quasi-totalité des recettes communales. Les échanges des produits agricoles

sont développés sur ces marchés tandis que les produits exotiques circulent à faible vitesse. Cela est dû à la faiblesse du revenu, aux prix exorbitants et tout simplement au manque d'informations. Le courant d'échanges se heurte à l'enclavement géographique et économique, l'inexistence dans la commune d'un réseau routier moderne, moyens de transport archaïques dominés surtout par le portage et le vélo.

Cependant des relations commerciales avec les régions voisines existent depuis belle lurette. C'est ainsi que RUTOVU, MUHWEZA et MUNINI de la province de Bururi s'approvisionnent en patate douce, farine de manioc, haricot, ndagala, manioc, ... en échange avec la pomme de terre, le petit pois, le blé essentiellement.

Le marché de GATERENI commerce avec presque tout le pays. Des commerçants du nord affluent souvent dans ce centre pour acheter surtout du haricot et de la farine du manioc. Il a été modernisé par le projet RUTANA qui lui a doté de deux hangars et des stands pour les marchandises. Il contribue au développement de la commune de façon substantielle en lui procurant de l'argent nécessaire pour son fonctionnement. Récemment, ce centre vient d'être doté d'un marché du petit bétail et d'un abattoir.

a) Les principaux produits commercialisés.

La commercialisation des produits dont il est question ici, concerne les activités d'achat et de ventes effectuées par les commerçants d'une part et la population d'autre part à l'intérieur ou à l'extérieur de l'espace communal. Ce sont des petits commerçants ambulants naviguant de marché en marché afin de profiter des différences de prix et d'écouler rapidement leurs produits. Ils vendent de petites quantités parce que le transport, faut-il le rappeler, s'effectue sur la tête ou par vélo. Ils sont localisés sur les collines de NGOMA et GITABI. La gamme de ces produits est composée par le haricot, la banane, le manioc, le sorgho, la farine de manioc, ...

i) Le haricot.

Le haricot est commercialisé sous deux formes : le haricot sec et le haricot vert. C'est plutôt la première forme qui est la plus vendue parce qu'elle est la plus demandée et facile à stocker. Les fournisseurs de ce produit sont essentiellement les marchés et la population. Soulignons que les quantités importantes proviennent du marché de GATERENI, située dans une région hautement productrice de haricot.

D'autres quantités proviennent par ordre décroissant des petits marchés comme celui de GITANGA, MUSENO et NYAKUGUMA. Les prix de ventevarient d'un point d'approvisionnement à un autre. C'est pourquoi, on constate des variations de prix au sein de la commune.

Le prix d'achat varie entre 150 FBU et 200 FBU à GATERENI et KAYOGORO, 200 à 250 Fbu à GAKWENDE et GITANGA. Les principaux acheteurs sont les ménages consommateurs des communes voisines surtout RUTOVU, MAHWA, RUTANA et les commerçants du nord. Ce qui fait que les prix augmentent sensiblement et les familles doivent en payer le prix.

ii) La banane.

La banane est commercialisée sous différentes formes : la banane légume, la banane mûre, la banane à bière et la bière de banane. Sur les marchés, le commerce de la banane n'est pas intense. Le plus souvent, les transactions se font au domicile du producteur. Concernant les quantités achetées, elles sont estimées par le nombre de régime acheté ou vendu par ménage ou par acheteur. Soulignons en outre que le prix dépend grandement de la quantité offerte sur le marché et varie selon la taille du régime.

Comme partout ailleurs dans le pays, la banane à bière est la plus achetée et la plus répandue. La variété généralement vendue à travers toute la commune est caractérisée par de petites bananes appelées communément « MUGOMOZI ». Cette variété est convoitée par les commerçants responsables des cabarets.

iii) Le manioc.

Une culture très répandue et très consommée. Il apparaît en monoculture. Il est vendu sous différentes formes. Le manioc frais, sec, la farine, la pâte de manioc (ubuswage). De ces différentes formes, le manioc sec est le seul à faire l'objet d'un vrai commerce. Quant au manioc frais, il est difficile à vendre parce qu'il est lourd à transporter à pied ou à vélo dans des routes difficilement praticables.

iv) Le sorgho.

Il est vendu principalement pour la fabrication de la bière. Il est en outre commercialisé sous trois formes : la farine, la bière et le sorgho en épis. C'est surtout cette dernière forme qui est la plus commercialisée parce que facilement stockable. Les quantités à vendre sont très faibles du fait que la région est moins nantie de ce produit. Les ménages doivent s'approvisionner dans la région de BUTUTSI où des quantités considérables sont acheminées vers le marché de GAKWENDE.

3.Les restaurants et bars.

Des petits restaurants et bars sont présents dans différentes localités de la commune, généralement installés sur les pourtours des marchés où divers menus sont offerts: des mélanges de haricot et de banane, de haricot et de pomme de terre, de haricot et du riz, de haricot et de la patate douce, de haricot et du petit pois et de la banane. Il existe aussi des menus non mélangés : de la pâte de manioc avec une sauce de la viande.

4.Artisanat

L'artisanat est un secteur qui prend de l'ampleur dans les activités de routine de la population de GITANGA. C'est ainsi que des pots sont fabriqués à GITANGA, NTUKU et MUSENO à l'aide de l'argile extraite dans les vallées de la rivière NYAGANZA et MUSASA. Les nattes proviennent de NYAKUGUMA et CUNDA tandis que les paniers sont l'apanage de KAYOGORO en province de MAKAMBA. Il existe également des produits de la forge : serpettes, hanches, couteaux et d'autres objets en fer, une spécialité dominées par des paysans BATWA.

5.Identification des ONG oeuvrant dans la commune.

Depuis que la province de RUTANA est placée dans la « phase 4 » par le système des Nations Unies au Burundi avec l'assassinat du représentant de l'UNICEF au BURUNDI au mois de novembre 1999, toutes les O.N.G. qui intervenaient dans la province dans le cadre des urgences humanitaires ont vite plié bagages.

Cependant, quelques rares O.N.G. comme I.R.C.; I.M.C. et la CEPBU, Action Aid restent opérationnelles. Au cours de l'année 2002, certaines O.N.G. ont repris leurs activités diverses. Il s'agit de : ADRA, LVIA, l'église anglicane de MATANA et le bureau diocésain de développement de BURURI.

6. Les actions des O.N.G. dans la commune.

En dehors des aides d'urgences liées aux famines provoquées par des causes diverses, les O.N.G. participent également dans le développement du milieu rural.

Elles soutiennent des initiatives locales qu'elles ont contribués à promouvoir. Les O.N.G. rencontrées dans la commune interviennent essentiellement dans trois domaines dont l'éducation, la santé, la reconstruction et l'adduction d'eau.

En effet, le bureau diocésain de développement de BURURI, vient de construire une école primaire à cycle complet au chef-lieu de la commune. Quant à l'I.M.C., elle apporte un supplément dans l'alimentation de la population pour juguler les effets du Kwashiorkor. Bien plus, elle vient de réhabiliter et de rééquiper le centre de santé en médicaments et en matériel divers. Rappelons que ce dernier avait été victime des attaques rebelles en 1997. L'O.N.G. I.R.C. ainsi que LVIA s'occupent de l'adduction d'eau et de l'assainissement. C'est ainsi que quatre adductions d'eau, deux à NYAKUGUMA et deux autres à GAKWENDE viennent d'être achevées.

Enfin, Action Aid intervient dans des formations diverses telles que : la vulgarisation du code foncier ainsi que celui des personnes et de la famille à travers des séminaires d'explication.

CONCLUSION GENERALE.

Au terme de notre travail, qu'il nous soit permis de présenter des résultats auxquels nous sommes aboutis. En effet, si nous avons choisi d'étudier un espace réduit, il ne s'agissait pas d'un hasard mais plutôt de la volonté de dépasser le cadre global d'étude pour nous intéresser à une seule région pour plus de discernement.

Au premier chapitre, nous avons remarqué que c'est une zone de contact sur trois régions naturelles du fait qu'elle présente chaque fois des caractéristiques de chaque région: présence de plateaux, de dépression et de chaînes de montagnes.

Bien plus, la commune appartenait à la chefferie BUNYAMBO, laquelle chefferie comprenait onze sous-chefferies et s'étendait sur environ trois communes actuelles: deux de la province RUTANA et deux de BURURI. Egalement, la commune n'a pas toujours gardé sa stabilité administrative, elle a tour à tour changé d'arrondissement ou de province. Déjà en 1962, la commune GITANGA et celle de BUKEMBA furent rattachées à l'Arrondissement de MAKAMBA jusqu'en 1982 où une autre réorganisation administrative fut intervenue. C'est ainsi que le décret-loi n°1/29 du 24 septembre 1982 prévoyait le retour de la commune dans la province RUTANA. Avec ce nouveau décret-loi, la commune se verra subir une nette réorganisation administrative. Elle va passer de 18 collines de recensement à 25 en 1990 et de deux à trois zones.

Le second chapitre qui a constitué la toile de fond de notre travail, a porté sur les aspects démographiques. L'analyse des données soit des deux derniers recensements, soit de l'état-civil révèle que la population est sans cesse croissance ; en témoigne le taux de croissance annuel de 2,7% ainsi que son extrême jeunesse. Mais, avec 85 hab/km², elle reste parmi les communes sous-peuplées du pays.

Toute fois cette observation est à nuancer : certaines collines de recensement présentent des densités importantes. Cela découle de la répartition inégale constatée à travers toute la commune. En effet, le facteur topographique joue un rôle indéniable dans l'occupation spatiale. Une plus grande masse de la population se concentre dans des milieux viables.

Quant à sa dynamique interne, elle reste handicapée par une mortalité infantile élevée comme partout ailleurs dans le pays. Cependant, nous déplorons le manque de données suffisantes pouvant nous amener à tirer des conclusions qui s'imposent. L'enregistrement des décès reste « tabou » dans certaines collines.

Quant aux mouvements migratoires (émigration et immigration), nous constatons qu'ils sont quasiment absents, du fait que la commune reste fermée à toute activité économique importante. De plus, les espaces verts qui, pendant longtemps attiraient la convoitise des immigrants, se réduisent considérablement.

Le dernier chapitre relate des aspects socio-économiques. La population est tournée exclusivement vers des activités agricoles du fait qu'elle est gâtée par la fertilité du sol, oubliant de les concilier avec d'autres domaines tels que l'enseignement, le commerce, etc. Ce manque d'instruction a plongé la population dans un analphabétisme notoire ; en témoigne les effectifs des ressortissants de GITANGA à l'Université du Burundi.

L'analyse de la situation économique nous fixe sur un bilan largement déficitaire : il était question de passer en revue les principaux axes de développement qui pourraient sortir la commune de son archaïsme économique. Les réalisations sont loin de répondre à cette préoccupation. En effet, aucun projet de développement n'est à l'œuvre sauf quelques O.N.G. tant locales qu'internationales qui s'occupent seulement des activités ponctuelles.

En abordant cet aspect économique, il était également question de montrer au lecteur ou à tout organisme qui s'intéresserait au développement de la région, les différentes difficultés et problèmes auxquels elle est confrontée.

Nous ne prétendons pas avoir épuisé le sujet ; nous espérons que le présent travail aura contribué à la connaissance de la zone. Il aura également défriché le terrain pour les chercheurs ultérieurs.

BIBLIOGRAPHIE.

1. LES SOURCES ECRITES

1.1. Les rapports et les enquêtes statistiques.

1. Ministère de l'intérieur, département de la population ; recensement général de la population 16 août 1979, ***Résultats définitifs de la province de Bururi***, Bujumbura, déc., 1983.

2. Ministère de l'intérieur et du développement des collectivités locales, recensement général de la population et de l'habitation, août 1990, ***Résultats définitifs de la province de Rutana***, Bujumbura, avril, 1992.

3. Ministère de la planification, du développement et de la reconstruction; ***croissance démographique : de la crise foncière et monétaire rurales à la crise foncière et immobilière urbaines. Quelles pistes de réflexion pour quelles solutions***, cahiers démographiques du Burundi n°11, Bujumbura 1998.

4. Ministère de la planification et de la reconstruction; ***population burundaise de 1990 - 2003, estimation projet FNUAP BDI/99/p04- P.N.P. Appui à l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique nationale de population***, Bujumbura, janvier, 2001.

5. République du Burundi, ***Plan triennal de développement socio-économique 2002 - 2004 ; Province de Rutana***, Bujumbura, nov., 2001.

6. Royaume du Burundi, ***B.O.B.***, 4ème année n° 10, 1er août, 1965, 910 p.

7. Les rapports d'activités du centre de santé de GITANGA.

8. Les registres de l'état-civil.

1.2. Les articles, les revues et les textes législatifs et réglementaires.

1. L'arrêté royal n° 001/798 du 30 octobre 1965 relatif à l'administration provisoire des communes.
2. Décret-interimaire du 25, décembre 1959 instituant les « communes provisoires ».
3. Décret-loi n°1/29 du 24 septembre 1982.

1.3. Les mémoires et thèses.

1. BAKAREKE, (s) ; Le capital santé et son impact sur ***le développement socio-économique d'un pays : cas du Burundi*** ; mémoire, U.B., FSEA, 2001, 95p.

2. BIGIRIMANA, (A); ***L'évolution socio-économique de la commune GIHANGA (1960-1993)*** ; Mémoire, UB, FLSH - Histoire, 1999, 91p.

3. NDAYIZEYE, (D); ***La crise d'octobre 1993 et ses conséquences en commune de MBUYE (1993 - 1996)*** ; mémoire, UB, FLSH, histoire, 2001, 94p.

4. NDAYIZAMBA, (R); ***Evolution démographique des communes BURURI et VYANDA (1948-1990***), mémoire, UB, FLSH - Histoire, 1994, 90p.

5. NDIKUMANA, (L) ; C***roissance démographique et équilibre alimentaire au Burundi***, mémoire, U.B., FSEA, 1986, 170p.

6. NGAYIMPENDA, (E) ; ***La transition démographique en situation coloniale, (environ 1930 - 1960),*** mémoire, U.B., 1984, 221p.

7. NGENDAKUMANA, (D) ; ***La commune et le développement socio-économique,*** mémoire, U.B., FSEA, 1978, 129p.

8. NGENDAKURIYO, (S) ; ***Etude géographique de la commune de GITANGA et ses environs (transition entre le BUTUTSI et le KUMOSO***), mémoire, U.B., FLSH - Géographie, 1989, 165p.

9. NIYONZIMA, (B) ; ***La civilisation du végétal dans le Burundi traditionnel,*** mémoire, U.B., FLSH - Histoire, 1991, 90p.

10. NTAHOMPAGAZE, (p); ***Contribution à l'étude de la pharmacopée traditionnelle dans l'agglomération de BUJUMBURA (zone BUYENZI, KANYOSHA et NYAKABIGA***), mémoire, U.B., département de Biologie, 1986, 75p.

11. NSABIMANA, (S) ; ***Climats et sols au Burundi ; Toposéquence Muzinda - Bugarama***, thèse de Doctorat, 3è cycle, Paris VII, 1974, 212p.

12. SENTAMBA, (E), ***Evolution de l'administration locale en territoire et province de RUTANA (1960-1992)***, mémoire, U.B., FLSH - Histoire, 1993, 141p.

13. YENGAYENGE, (A) ; ***Les maladies au Burundi (fin 19ès - 1950)***, mémoire, U.B., FLSH - Histoire, 1982, 123p.

1.4. Les ouvrages généraux

1. BEAUJEU - GARNIER, (J) ; ***Géographie de la population***, Paris, édition génin, 1965, vol.1, 241p.

2. BELLOW, (R) et DELFOSSE, (p) ; ***codes et lois du Burundi***, maison Ferdinand Larcier, 1970, 1092p.

3. BIDOU, (J.E) et alii ; ***Géographie du Burundi***, Paris, Hatier, 1991, 288p.

4. CALDWELL, (J.C.); ***Croissance démographique et évolution socio-démographique en Afrique de l'ouest***, New-York, the population Council, 1973,1028p.

5. CURDES, ***Guide bibliographique sur les aspects socio-économiques de la population***, Bujumbura, 1987, 355p.

6. C.E.A., ***Division de la population, Manuel des concepts et des définitions démographiques adaptées aux conditions africaines***, (1ère éd.), octobre, 1977, 40p.

7. DUPAQUIER, (M) ; ***Démographie***, Paris, PUF, 2001, 239p.

8. ESCHBORN; ***Plan Directeur Moso- BUYOGOMA, planification régionale des provinces CANKUZO, RUTANA et RUYIGI***, Bujumbura, t_2, août 1983, non paginé.

9. EVERAERTSE, ***Monographie agricole du Rwanda-Urundi***, Bruxelles, (2è éd.), 1947, 104p.

10. F.A.O., ***Population et main-d'oeuvre dans l'économie rurale,*** Rome, 1984, 136p.

11. GAHAMA, (J) et THIBON, (C) (dir); ***les régions orientales du Burundi, une périphérie à l'épreuve du développement***, paris, Karthala, 1994, 638p.

12. GENDREAU, (F); ***La population de l'Afrique, manuel de démographie***, Paris, Karthala, 1993, 463p.

13. ISABU; ***Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi, superficie et population par colline de recensement***, Bujumbura, 1991, 87p.

14. LERIDON, (H); ***Natalité, saisons et conjonctures économiques, Travaux et documents***, Paris, PUF, 1973, 147p.

15. MARIRO, (A); ***De la Nation aux ethnies ou la naissance d'une élite tribalisée***, Dakar, UNESCO, 1998, 275p.

16. MARTENS, (A); ***Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi : la superficie et population par colline de recensement***, Bujumbura, ISABU, 1981, 93p.

17. MULLER, (P) ; ***Les politiques publiques,*** Paris, P.U.F., Que sais-je? 1990, 127p.

18. NAVAS, (J) et alii; ***Famille et fécondité au Burundi. Approche sociologique.*** Centre de recherche socio-religieuse de l'épiscopat du Burundi et Université du Burundi, Bujumbura, FSEA, 1977, 163p.

19. POURSIN, (J.M.); ***La population mondiale***, Paris, P.U.F., 1976, 249p.

20. PRESSAT, (R); ***L'analyse démographique: concepts; méthode; Résultats***, Paris, P.U.F., 1973, 321p.

21. PRESSAT, (R); ***Dictionnaire de démographie***, Paris, P.U.F., 1979, 295p.

22. PRESSAT, (R); ***Démographie sociale***, Paris, P.U.F., 1971, 166p.

23. ROBATEL, (J.P) et alii; ***Les problèmes de la population au Burundi,***

U.B, F.S.E.S., 1974, 172p.

24. SAUVY, (A); ***Eléments de démographie***, Paris, PU.F., 1976, 391p.

25. Université du Burundi, ***Questions sur la paysannerie au Burundi***. Acte de la table Ronde sur « Sciences sociales ; humaines et développement social « organisé par la FLSH, Bujumbura, mai 1985, 449p.

26. Université du Burundi., Département d'Histoire; ***Histoire sociale de l'Afrique de l'est (19ès-20ès),*** Paris, Karthala, 1991, 527p.

27. VANDESCHRICK, (C); ***Analyse démographique, population et développement***, Paris, Académia, L'Harmattan, 183p.

28. ZUURE, (B); ***Croyances et pratiques religieuses des Barundi***, Bruxelles, 1929, 206p.

ANNEXES.

ANNEXE I: QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE.

A. Questions sur l'identification de l'enquêté.

- Quel est votre nom? .....
- Quel est votre prénom? .....
- Quel est votre âge? .....
- Quel est votre lieu de naissance? .....

Niveau d'instruction.

- Quel niveau d'étude avez-vous? .....
    1. Sans instruction? .....
    2. Yaga mukama? .....
    3. Primaire incomplet? .....
    4. Primaire complet? .....

B. Questions sur la fécondité de l'enquêtée.

- Quel est votre état matrimonial? .....
    1. Célibataire? .....
    2. Mariée?. .....
    3. Divorcée? .....
    4. Séparée? .....
    5. Veuve? .....
    6. Remariée? .....
    7. Autre? .....

- Combien d'enfants nés vivants avez-vous? .....
    1. Nombre de filles? .....
    2. Nombre de garçons? .....

- Quand est né votre enfant vivant? .....
- Vous aviez quel âge lors de votre mariage? .....
- Combien de conception avez-vous eu? .....
- Parmi les enfants nés vivants, combien sont encore en vie? .....
    1. Fille? .....
    2. Garçon? .....
- Combien de morts-né avez-vous accouché? .....
- Aviez-vous déjà avorté? .....
- Combien de fois? .....

C. Questions sur les préférences en matière de fécondité.

♦ Combien d'enfants voudriez-vous avoir en total? .....
    3. Combien de garçons? .....
    4. Combien de filles? .....

♦ Désirez-vous avoir d'autres pour le moment? .....
    1. Oui? .....
    2. Non? .....
    3. Pas sûre? .....
    4. Ne sait pas? .....

♦ Quel intervalle mettez-vous pour faire suivre une naissance?
    1. Nombre de mois? .....
    2. Autre? .....
    3. Pas de réponse .....

♦ Pour quelle raison cet intervalle est souhaitable? .....
    1. Coutume? .....
    2. Repos ou santé de la mère? .....
    3. Santé de l'enfant? .....
    4. Education des enfants? .....
    5. Difficultés économiques? .....
    6. Autre? .....

♦ Pensez-vous nécessaire de programmer les naissances? .....
    1. Avant le mariage (pendant les fiançailles?).....
    2. Après le mariage? .....
    3. Autre réponse? .....

D. Questions relatives à la situation socio-économique.

♦ Quel est l'état des infrastructures sanitaires? .....
    1. Suffisantes? .....
    2. Insuffisantes? .....
    3. En bon état? .....

♦ Etes-vous satisfaits? .....
    1. Votre position? .....

2. Qu'est-ce vous demandez aux pouvoirs publics? .....

♦ Comment estimez-vous les sources d'eau aménagées? .....
1. En grand nombre? .....
2. En petit nombre? .....
3. Suffisantes? .....
4. Insuffisantes? .....

♦ Quelle est la situation éducative dans la commune en infrastructures scolaires?.....
1. Nombre d'écoles primaires? .....
2. Nombre d'écoles secondaires? .....
3. Nombre d'écoles techniques? .....

♦ Toutes les zones sont-elles servies?.....
1. Oui? .....
2. Non? .....

♦ L'accès à ces infrastructures scolaires est-il facile pour tout le monde? .....
1. Oui? .....
2. Non? .....
3. Les raisons? .....

♦ Y a-t-il souvent abandon de l'école? .....
A quel niveau? .....
1. Au primaire? .....
2. Au secondaire? .....
3. A l'université? .....

♦ Quelle est la situation des finances communales? .....
♦ D'où tire-t-elle les recettes principalement?
1. Dans les marchés? .....
2. Dans les débits de boisson? .....
3. Autres? .....

E. <u>Questions relatives aux mouvements de la population</u>.

♦ Quel est le poids des migrations dans la croissance démographique? .....
1. Estimez-vous qu'il est important? .....
2. Peu important? .....

3. Insignifiant? .....

♦ Notre population connaît-elle des immigrants? .....

1. Oui? .....
2. Non? .....
3. D'où proviennent-ils principalement? .....

ANNEXE II : RAPPORT ANNUEL DE L'ETAT - CIVIL (1997 - 2002).

Année	Rapatriés		Naissance		Décès		Immigration		Emigration		Population totale	
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F
1997	3	2	390	374	64	53	6	15	-	11	13 297	15 782
1998	18	12	327	287	80	53	-	20	-	13	13 496	16 095
1999	17	9	337	311	51	35	-	18	-	18	13 709	16 380
2000	-	-	415	382	67	68	-	19	-	14	14 140	16 706
2001	-	-	308	256	87	75	-	32	-	15	14 361	16 908
2002	30	31	387	391	79	76	-	43	-	10	14 699	17 287
TOTAL	**68**	**54**	**2 164**	**2 001**	**428**	**316**	**6**	**147**	**-**	**79**	**14 699**	**17 287**

ANNEXE III POPULATION RESIDANTE SELON LA RESIDENCE ACTUELLE ETLE DERNIER LIEU DE RESIDENCE, PAR AGE ET PAR SEXE.

Résidence actuelle sexe et âge	Féminin	- de 5	5 - 9	10 - 14	15 - 19	20 - 24	25 - 29	30 - 34	35 - 39	40 - 44	45 - 49	50 - 54	55 - 59	60 -64	65 +	N.D.
TOTAL	12 762	2 453	2 021	1 407	1 259	1 142	1 150	764	536	395	285	346	228	236	531	9
Bubanza	3	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	-	-	-	-
Bujumbura	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bujumbura-Mairie	6	1	1	3	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Bururi	1 240	1	36	40	63	112	175	138	107	105	82	101	72	68	140	-
Cankuzo	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cibitoke	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gitega	456	8	14	16	41	51	73	46	37	30	25	31	23	20	41	-
Karuzi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kayanza	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kirundo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Makamba	213	5	4	11	14	32	34	26	25	10	10	7	9	6	20	-
Muramvya	42	-	2	1	2	3	9	5	2	3	3	5	2	2	3	-
Muyinga	3	-	-	-	-	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Ngozi	3	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	1	-
Rutana	10 779	2 437	1 962	1 332	1 136	142	855	547	363	246	164	200	122	139	325	9
Ruyigi	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Etranger	12	1	2	4	1	1	-	2	-	-	-	1	-	-	-	-

ANNEXE IV : POPULATION RESIDANTE SELON LA RESIDENCE ACTUELLE ET LE DERNIER LIEU DE RESIDENCE, PAR AGE ET PAR SEXE.

Résidence actuelle sexe et âge	Masculin	- de 5	5 - 9	10 - 14	15 - 19	20 - 24	25 - 29	30 - 34	35 - 39	40 - 44	45 - 49	50 - 54	55 - 59	60 -64	65 +	N.I
TOTAL	**12 052**	**2 552**	**2 104**	**1 463**	**1 077**	**894**	**938**	**768**	**526**	**351**	**270**	**213**	**186**	**177**	**527**	**6**
Bubanza	3	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Bujumbura	5	-	-	-	-	-	3	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Bujumbura-Mairie	9	1	1	1	1	1	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-
Bururi	687	6	25	42	65	56	60	61	61	44	45	33	33	45	111	-
Cankuzo	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Cibitoke	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Gitega	353	5	22	17	29	36	60	33	24	27	28	13	21	12	26	-
Karuzi	3	-	-	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kayanza	3	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kirundo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Makamba	124	10	12	6	5	12	12	13	15	7	3	6	2	6	15	-
Muramvya	38	1	1	2	-	5	6	3	4	1	2	3	2	2	6	-
Muyinga	5	-	-	-	1	1	1	-	1	-	-	1	-	-	-	-
Ngozi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rutana	10 807	2 528	2 042	1 390	974	782	791	652	420	269	189	156	128	112	368	6
Ruyigi	2	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-
Etranger	11	-	-	4	2	-	-	1	-	1	2	-	-	-	1	-

ANNEXE V : TABLEAU RELATIF AUX CARACTERISTIQUES DU NIVEAU D'INSTRUCTION : APTITUDE A LIRE ET ECRIRE.

Aptitude à lire et écrire par âge et sexe	Masculin	Kirundi	Français	Les deux	Autres langues	Aucune langue	N.D.
TOTAL	**8 552**	**2 188**	**33**	**478**	**7**	**4 805**	**541**
7 - 9	1 156	272	-	14	-	766	104
10 - 14	1 463	484	13	315	-	567	84
15 - 19	1 077	261	12	295	1	447	61
20 - 24	894	281	2	138	3	417	53
25 - 29	938	301	3	63	1	522	48
30 - 34	768	204	1	57	1	459	46
35 - 39	526	139	-	37	1	321	28
40 - 44	351	66	2	35	-	230	18
45 - 49	270	59	-	9	-	187	15
50 - 54	213	43	-	11	-	148	11
55 - 59	186	34	-	1	-	142	9
60 - 64	177	17	-	1	-	134	25
65 +	526	26	-	1	-	464	36
N.D.	6	1	-	1	-	1	3

ANNEXE VI : TABLEAU RELATIF AUX CARACTERISTIQUES DU NIVEAU D'INSTRUCTION : APTITUDE A LIRE ET ECRIRE.

Aptitude à lire et écrire par âge et sexe	Féminin	Kirundi	Français	Les deux	Autres langues	Aucune langue	N.D.
TOTAL	**9 377**	**1 404**	**9**	**336**	**2**	**7 014**	**612**
7 - 9	1 089	179	-	8	-	810	92
10 - 14	1 407	379	6	141	-	795	86
15 - 19	1 259	313	1	112	-	760	73
20 - 24	1 142	229	1	42	-	793	77
25 - 29	1 150	157	1	21	1	907	63
30 - 34	764	64	-	5	-	651	44
35 - 39	536	40	-	6	-	456	39
40 - 44	395	13	-	-	1	355	20
45 - 49	285	7	-	1	-	264	13
50 - 54	346	7	-	-	-	313	26
55 - 59	228	5	-	-	-	200	23
60 - 64	236	4	-	-	-	209	23
65 +	531	1	-	-	-	497	33
N.D.	9	-	-	-	-	4	5

ANNEXE VII. IDENTIFICATION DES ENQUETES

N°	NOM ET PRENOM	COLLINE	FONCTION
1	NDAYIRUKIYE Salomon	KAZEBA	Administrateur communal
2	HAVYARIMANA Egide	KAZEBA	Titulaire du Centre de Santé
3	NIYONKURU Juvénal	KAZEBA	Agent de l'Etat-civil
4	HATUNGIMANA Anselme	KAZEBA	Chef de zone de Gitanga
5	GAHUNGU Oscar	KAZEBA	Agronome communal
6	NYANDWI Abel	KAZEBA	Directeur de l'EP Gitanga
7	TOYI Albert	KAZEBA	Directeur de l'EP Gakwende
8	NYANDWI Jonas	KAZEBA	Vétérinaire communal
9	HAKIZIMANA Espérance	NGOMA	Directrice du CO. CO Gitanga
10	HABONIMANA Gabin	GATWARO	Directeur CO.CO. Gakwende
11	NIMINYERETSE Emile	NYAKUGUMA	Chef de zone Nyakuguma
12	MATWI Diomède	KINZANZA	Agriculteur
13	KANANI Diomède	NYAKUGUMA	Agriculteur
14	NINDORERA Gaspard	GITANGA	Agriculteur
15	MURYANO Léonidas	KAZEBA	Agriculteur
16	MAFUMBA Mathias	GITANGA	Commerçant
17	RUGANDIYE J.Bosco	CIKINGA	Commerçant
18	BANGIRINAMA Jean	KAZEBA	Enseignant
19	BANDAGAZA Charles	NTUKU	Chef de secteur
20	KAVUYIMBO Gérard	CUNDA	Chef de secteur
21	KABONA André	KIVOMA	Chef de secteur
22	BARABWIRIZA Simon	KINZANZA	Agriculteur
23	BUTUYE Séverin	GISENYI	Agriculteur
24	NSHIMIRIMANA Rose	MUSENO	Agricultrice
25	KAMIKAZI Juliette	KIVOMA	Agricultrice
26	BUDIGIYE Espérance	KIVOMA	Agricultrice
27	ITANGISHAKA Rose	KIVOMA	Agricultrice
28	NZEYIMANA Marie	KIVOMA	Agricultrice
29	NAHIMANA Régine	KAZEBA	Agricultrice
30	TOYI Elisabeth	KAZEBA	Agricultrice
31	MINANI Christiane	KAZEBA	Agricultrice
32	NIZIGAMA Dorothée	KAZEBA	Agricultrice
33	NZEYIMANA Adélaïde	KIREMBA	Agricultrice
34	NTAHONDEREYE Jacqueline	KIREMBA	Agricultrice
35	NTIRAMPEBA Jovanie	KIREMBA	Agricultrice
36	NIMBONA Godélième	MARAMVYA	Agricultrice
37	NSENGIYUMVA Spès	MARAMVYA	Agricultrice
38	NTIRANYUHURA Angélique	MARAMVYA	Agricultrice
39	NDAYIRORERE Caritas	KABAGO	Agricultrice
40	SINZINKAYO Clémence	KABAGO	Agricultrice
41	MANARIYO Vénantie	KABAGO	Agricultrice
42	BUKURU Daphrose	GISENYI	Agricultrice
43	NDABANEZE Léoncie	GISENYI	Agricultrice